

# Journal officiel des **Banlieues**

Presse&Cite

Octobre 2012 - 4 euros

N°2

**30 ANS DE  
GALÈRE...**



DOSSIER AVEC :

**...ET TOUJOURS  
DEBOUT !**

**François Lamy** : « La rénovation sans la mixité, ça ne marche pas »

**José Bové • Attali dans les cités • Toulouse**

**Rap et bled • Zikfoot à Sevran • Marseille 1973 • Jardins créoles**



# Sommaire



**Zikfoot à Sevran**  
Toujours plus loin,  
toujours plus haut !



**Saul Alinsky**



**... Comment les quartiers  
s'organisent ?**



**José Bové**  
Tous au Larzac



**Portrait**  
Ousmane Timéra

**04** . Culture

**05** . Mémoire

**07** . Entretien avec François Lamy

**08** . Dossier Les quartiers s'organisent

**24** . Agir

**25** . Ecologie

**26** . Médias de quartiers

Photo de couverture : Willy Vainqueur / Destroy Man en 1984

## D'où venons-nous ?

**Journal officiel des banlieues** n'est pas né en 2012. Il est le fruit de l'expérience d'une équipe plurielle, engagée dans une presse d'un nouveau genre, qui existe pour exprimer ce que les médias traditionnels ne veulent pas entendre : le récit de l'émergence d'une France nouvelle qui se bat pour être reconnue à part entière.

## Qui sommes-nous ?

Ce média fait la pari d'une presse qui ne prête aucune allégeance à l'endogamie délétère des rédactions françaises, et revendique d'être produite par des journalistes issus de banlieue ou y travaillant depuis plus de dix ans.

## Que voulons-nous ?

Produire les discours et récits qui nous permettront de ne pas nous enfermer dans des ghettos réels ou imaginaires ; sortir des marges de la société française pour en transformer le cœur.  
**La rédaction**

**Journal officiel des banlieues** est édité par Presse & Cité, association loi de 1901, qui a pour objectif de réduire la fracture médiatique entre les banlieues et l'ensemble de la société française. Presse & Cité est une communauté d'une vingtaine de médias implantés dans les quartiers populaires. Elle défend ces médias et les habitants des quartiers auprès de la presse et des institutions, dans une logique d'intérêt général, et afin de changer le regard porté sur ces quartiers et populations. Presse & Cité organise chaque année des rencontres Médias-Banlieues et Université de la communication et des Banlieues. Presse & Cité est à la fois un média et un acteur social dont la vocation est de relier, dans un objectif de lien social, de participation démocratique et d'émancipation.

Le Journal Officiel des Banlieues 2 a été réalisé en partenariat avec le COUAC



Tél : 05 61 22 95 41 / Mél : [contact@couac.org](mailto:contact@couac.org)

**Directeur de la publication** : Farid Mebarki • **Rédacteur en chef** : Erwan Ruty • **Rédaction** : Erwan Ruty, Charly Célinain, Chloé Juhel, Nadia Henni-Moulaï, Dounia Ben Mohamed, Sarah Lehayé, Claire Tomasella, Max Lebon, Claire Malen • **Infographie pages 12, 13** : JC Besson / Stigmates • **Correction** : Chloé Juhel • **DA** : CE, ER • **Maquette** : Charles Eloidin • **Chargée de développement** : Méva Raharisaina • **Site internet** : [www.presseetcite.info](http://www.presseetcite.info) • **E.mail** : [developpement@presseetcite.info](mailto:developpement@presseetcite.info) • **Tél** : 01 42 05 53 02

Numéro de commission paritaire : en cours



La politique de la ville est riche, immensément riche. Elle est riche de ses acteurs qui n'ont pas attendu les CUCS et les dispositifs pour se retrousser les manches. Ils s'appellent Corinne, Zouina, Abdelaziz et conduisent parfois depuis des décennies des initiatives avec pour seuls carburants l'abnégation et la nécessité.



Sarah Iskander

## Politique de la ville : sortir de l'impasse

Et si la politique de la ville n'était qu'un vaste échec ? Chaque année les juges de la Cour des comptes, bilan chiffré à l'appui, montrent combien elle est inefficace, coûteuse et peu à même de transformer la situation des quartiers. La dispersion des moyens, le mille feuilles des dispositifs, la difficile coordination entre les acteurs, l'étendue des zonages... Ou comment une politique publique née sous l'impulsion du rapport Dubebout en 1983, est devenue le tonneau des Danaïdes de la République. sans parvenir à appréhender et mobiliser la richesse humaine des quartiers.

### En attendant la mixité sociale

Chaque gouvernement essaie d'inventer la nouvelle formule pour redonner un cap à cette mission pantelante dont le budget reflue année après année. Jean-Louis Borloo s'essayera à la rénovation urbaine, pensant que les classes moyennes succomberaient au charme nouveau des grands ensembles. Depuis, les blocs, même « résidentialisés », attendent toujours la mixité sociale... Fadéla Amara prônera une interministérialité combative, voulant que chaque ministère mobilise ses deniers pour les CUCS et leurs 8 millions d'habitants. Le combat n'a même pas eu lieu, le plan Marshall devenant une Dynamique espoir – banlieue, et vers la fin, un modeste « Plan anti-glandouille ». Le nouveau gouvernement est pour le moment dans la concertation avec une réflexion sur le zonage et la nécessité de mobiliser les autres ministères sur cette politique qui peine à faire consensus au-delà des élus locaux et des associations qui ne savent que trop les difficultés à venir si cette béquille imparfaite venait à disparaître.

### Égalité des territoires versus Politique de la ville ?

S'il est trop tôt pour critiquer l'action de François Lamy, il y a lieu cependant d'être vigilant sur la rhétorique de l'égalité des territoires. Dans un contexte de crise budgétaire inédite, la sémantique pourrait être propice à faire disparaître la politique de ville pour un traitement en surplomb embrassant les centre-villes, les périphéries urbaines, le monde rural et ces zones pavillonnaires qui incarnent désormais le malaise de la tant redoutée classe moyenne. Ces fractures françaises qui semblent pendre le relais de la fracture sociale dans la classe politique, si elles pointent les inégalités entre les espaces, sous-entendent également une concurrence dans l'accès aux aides des pouvoirs publics. C'est probablement cette tension qui traverse aujourd'hui le gouvernement : reconfigurer une politique d'aménagement avec des moyens qui font défaut pour assurer l'équité des moyens sur tous les territoires.

### Ce que la politique de la ville ne voit pas

Les moyens de la politique de la ville ont toujours été sur la sellette et ont malheureusement toujours été mal évalués. Car la politique de la ville est riche, immensément riche. Elle est riche de ses acteurs qui n'ont pas attendu les CUCS et les dispositifs pour se retrousser les manches. Ils s'appellent Corinne, Zouina, Abdelaziz et conduisent parfois depuis des décennies des initiatives avec pour seuls carburants l'abnégation et la nécessité. Cette richesse, c'est aussi celle des praticiens, ces chefs de projets, ces associatifs, ces coordonnateurs et ces adultes relais qui vont au front de toutes les difficultés avec peu de moyens, mais suffisamment d'imagination pour créer les cases et les ressources là où elles n'existent pas. C'est enfin celle de ses habitants qui, par ces solidarités du quotidien et ces envies d'agir, sont autant de pare-chocs aux difficultés. Cette richesse-là, la Cour des comptes n'en parlera jamais. Elle est bien trop souvent évacuée pour ne laisser entrevoir que ces dépenses somptuaires au profit de consultants dont les honoraires insultent la maigreur des subventions accordées aux associations locales.

Le renouvellement de la politique de la ville ne saurait se contenter d'une reconfiguration de la Datar en vaste plateforme de l'aménagement des territoires. A quand une prise en compte de l'expertise des habitants dans la conduite de la politique de la ville ? Le changement c'est bientôt ou maintenant ?

**Farid Mebarki**  
Président de Presse & Cité



# Zikfoot à Sevran

**Toujours plus loin, toujours plus haut !**

**Romarcic, Chris, Mike et Risbo, les quatre membres fondateurs du label Maximum-records ont fait de ce slogan leur devise. C'est aussi le leitmotiv de l'événement Zikfoot dont la troisième édition a eu lieu à Sevran dans la journée du 30 juin.**

**Z**ikfoot qu'est-ce que c'est ? Non, je plaisante, je ne vais quand même pas m'évertuer à l'expliquer ; tout est dit dans le titre. Il suffit de rajouter qu'il y avait des merguez et du graff et c'est comme si vous y étiez. Ah, j'allais oublier le sourire de Romarcic qui m'accueille dans son quartier : « *Au départ on l'a fait pour nous, pour mettre en avant Risbo, l'artiste de la maison qui est aussi un ancien footballeur du Red Star. Pour ne pas être égoïste, on a tout de suite pensé à y associer les autres artistes de Rougemont (RGT pour les intimes) parce que c'est notre cité et que c'est ici qu'on voulait le faire.* »

## Une fête de quartier devenue événement

Pourtant, ce qui n'était jusqu'ici qu'une fête de quartier est en passe de devenir un véritable événement dont l'évolution pour la troisième édition est en parfaite adéquation avec leur fameux gimmick « toujours plus loin » : désormais les dix équipes de sept joueurs inscrites au tournoi de foot viennent de toute l'Île-de-France. Il y en a même une de Marseille. « Toujours plus haut » : les têtes d'affiche du concert de clôture sont au nombre de trois cette année : Mac Tyer, Tonton David et K-Reen, qui ont encadré les artistes locaux présents sur scène. Soleil, sport, DJ live pendant les matches, et bonne ambiance, Sevran c'était vraiment « the

place to be samedi ». Surtout pour l'équipe des Nerrazuri qui a remporté le tournoi de football.

## Carton jaune pour le public ?

Un carton jaune tout de même au public de banlieue, ou en tout cas de Sevran, qui a décidé du mal à se déplacer quand il se passe des choses près de chez lui. Même Tonton David a fait 450 km pour être des nôtres. Si bien que l'ancêtre ragga, déjà présent en 2011, a été très étonné de ne trouver une salle (le gymnase Jesse Owens, trop grand ?) qu'à moitié pleine. Et ce, malgré les efforts déployés par les organisateurs une semaine avant l'événement pour drainer le public, notamment devant le centre commercial BeauSevran, et malgré l'implication de la municipalité... Des Sevransais qui évitent cependant le carton rouge de justesse, tant il est difficile d'organiser des événements d'ampleur dans des quartiers enclavés comme « RGT ». Mais les absents ont quand même eu tort de ne pas venir voir Mode2, quelques jours plus tôt, graffer sur la place du marché. Quand une légende vivante du graffiti se déplace, c'est dommage de ne pas en profiter !

## Cette année, c'était Zikfootgraff

Ainsi, cette année, on peut le dire, c'était « Zikfootgraff » : Relax, graffeur sevransais,

intègre officiellement l'équipe Zikfoot pour cette troisième édition ; un « Street art festival » ouvrant pendant une semaine la journée Zikfoot à proprement parler. Il a invité quelques grands noms du graff national et international durant une semaine à Sevran : Shuck2, Banga, Sonic, Kay One, pour ne citer qu'eux. Mais le jour J, c'est les jeunes des alentours qui ont été mis à l'honneur, dans cette ville déjà marquée l'année dernière par le projet Imago (graff recouvrant l'éphémère « préfabriqué » de l'Hôtel de ville). Réaliser une fresque de 30 mètres sur le mur du gymnase le jour de l'événement, c'est s'approprier encore un peu plus

Il est difficile d'organiser des événements d'ampleur dans des quartiers enclavés comme « RGT »

le quartier. Le but caché, selon Romarcic : montrer aux jeunes que l'initiative paye. « Les anciens comme SHEST (qui a monté le premier groupe de rap du quartier) nous ont montré la voie, maintenant c'est à nous d'aller plus loin... il nous regarde de là-haut. »

## Le bon Max



Le bon Max

## Block Party : Comment Rstyle fait breaker le 19ème

**En six éditions, la Block Party, organisée chaque été par Rstyle et l'association Hip hop citoyens, est devenue un événement incontournable de la scène hip hop parisienne. Ambiance familiale, danse, graff, chaque année le jardin d'Éole offre un visage diversifié de la culture urbaine. Comment cette petite association de quartier a-t-elle réussi le tour de force d'imposer une Block Party familiale dans un ancien terrain vague mal famé, comme une fête de quartier de référence ?**

Dimanche 24 juin 2012. Il pleut. Seulement trois jours après avoir fêté l'arrivée de l'été. La Block Party, rebaptisé Free Jam cette année, est annulée. De Twitts en statuts facebook, la nouvelle se répand sur la toile attristant tous les habitués. Il faut dire qu'en six ans, la Block Party est devenu le rendez-vous annuel des hip hop-dépendants désirant s'injecter une dose pure de ce produit droit dans les oreilles.

## DJ pères de famille

L'ambiance familiale qui règne pendant la Block party est appréciée aussi bien du public que des DJ, nous explique François Gautret, le coordinateur de Rstyle : « *Le fait qu'on appelle des pionniers, qui sont maintenant pères de famille, ajoute déjà un côté un peu familial. Ils ne se déplacent pas faire une prestation comme s'ils allaient faire un concert habituel en disant : « La famille ça reste à la maison, je vais faire ma prestation et je rentre », non ils viennent avec leur famille.* » Malgré les années, la Block Party réussit à garder le côté « fête de quartier » des débuts même si ce n'est plus aussi évident qu'avant : « *A l'époque c'était les affiches et une solidarité avec les commerçants qui les mettaient facilement sur leur vitrine. Aujourd'hui c'est moins d'affiches, beaucoup d'internet, le bouche à oreille et le réseau. On continue un petit peu les affiches, mais avec les commerçants le rapport a changé. Ça fait moins village qu'avant. Avant, quand tu te baladais dans le quartier, tu croisais des gens que tu connaissais, aujourd'hui, moi qui suis habitant de ce quartier depuis 32 ans, je connais toujours du monde mais pas autant. Je pouvais serrer 30 mains de Riquet à Stalingrad, aujourd'hui j'en serre 5* », explique François Gautret. Le quartier a changé et sa population aussi, ce qui se ressent sur la Block Party : « *Il suffit que je mette deux photos du public côte-à-côte, une de 2001 et une de 2011, ça n'a rien à voir ! Le 19ème est en train de changer, avec le projet du Grand Paris et la réhabilitation complète de ces quartiers. Plein de pubs sont en train de s'ouvrir dans le quartier et amènent le public un peu bobo parisien, du coup il y a une mixité du public. Quand on organisait ça début 2000, c'était un public assez jeune, là on a des trentenaires, quarantenaires sans problème et même cinquantenaires !* ». Si le public a changé c'est aussi parce que les infrastructures ont changé : « *Avant on organisait ça dans un gymnase fermé, maintenant c'est dans un jardin public, ça a changé la donne. Le jardin d'Éole, avant, c'était un terrain vague tout pourri, avec un mur gris tout le long de la rue d'Aubervilliers. Depuis qu'ils ont fait tomber le mur et ouvert ce jardin, ça change ! Ça fait du bien quand même !* ».

Charly Célinain



Lire tout l'article sur :  
[www.presseetcite.info/c001](http://www.presseetcite.info/c001)



# L'agence IM'média et Rock Against Police (RAP)

**UNE EXPLOSION**  
**JEUNES SONT LES PLUS TOUCHES**  
 L'IMMAGE : en 1974, pour l'Europe, l'ens  
 mage a augmenté de 32% ; celui des jeunes  
 dicats et organisations essayent depuis plus  
 ouvrir le mouvement syndical aux problèmes  
 jeunes... Création de « comités de lutte  
 « chômeurs », comité de chômeurs CFTD, etc.

**DURANT DES RAPPORTS DES R.G.**  
 Manifestations de jeunes chômeurs sont à crain  
 n de l'hiver... Elles risquent de n'être  
 acifiques que celle organisée le 4 octobre à  
 ndicats.

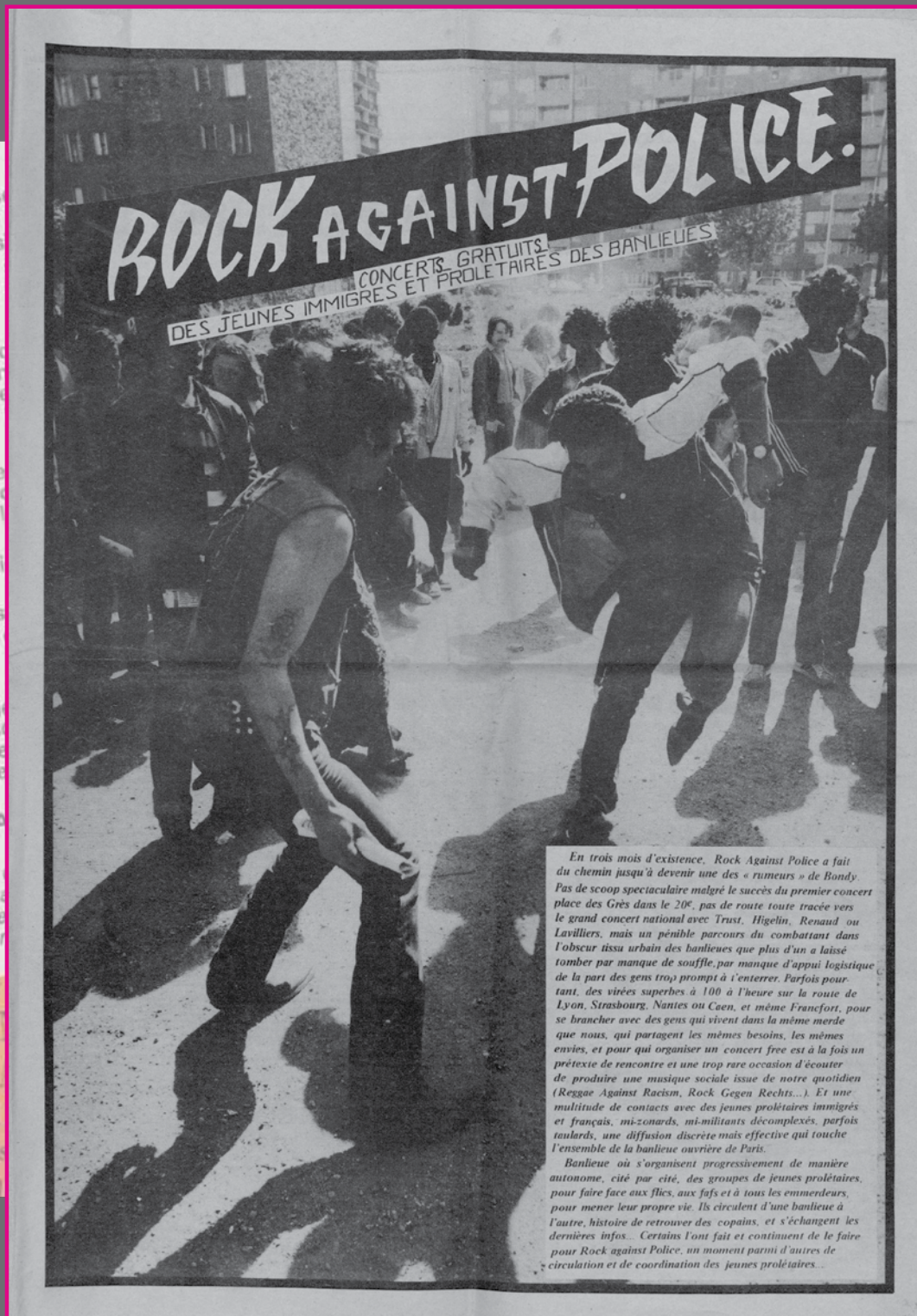
**LE BRICOLAGE DE GISCARD.** Pendant ce  
 our principal souci « l'encadrement », tout  
 Giscard, c'est du « rab » d'école et d'armée  
 l'arrivée de leur flot :

- trimestre de repêchage dans le techni  
 recalés !
- 700 francs mensuels pour les libérables s  
 acceptent de « remettre ça » en attendant  
 stages FPA !

D'autres mesures comme les primes à  
 primes aux employeurs pour l'embauche de  
 sans effet : moins de 20 000 jeunes su  
 stages de préformation, quant aux prime  
 1 200 distribuées, elles n'ont apparemme  
 limité auprès des patrons.

**DE LA RECHERCHE D'UN EMPLOI A  
 TRAVAIL.**  
 Autoclem-Levallois, 500 ouvriers. Il y a  
 la moitié d'entre eux est licenciée...  
 regret, puisqu'une vingtaine d'autres  
 rendus à la direction pour lui de  
 d'appartenir à la même charrette !

**ILS  
 M  
 CONTRAINTS A  
 kilomètres pour s'ins  
 En vil**



« crise »,  
 héritées,  
 néfices su-

**Les 90% en trompe l'oeil**  
 Octobre 74 : un premier pas vers la « garantie permanente de ressources », avec l'accord sur les 90%.  
 Un an après, 5% seulement des chômeurs en bénéficient. Dans ce contexte, cela aggrave les inégalités puisque certaines professions en sont exclues, les employés de maison (800 000), ou certaines catégories du bâtiment.  
 Ils sont utilisés comme anti-Lip pour « freiner » le développement des luttes contre les licenciements.  
 Ils permettent d'établir une pression sur les chômeurs (examen des dossiers en commission paritaire tous les trois mois...).

ou Fos (où partout  
 es, moyens de

es manipula-  
 appel, et  
 t carte", sont  
 hômage.  
 600.000 SANS

**s de familles**  
 0 familles logées dans les HLM des Bouches-du-Rhône  
 loyer.  
 S 400 logements HLM de Paris. En banlieue, le tau  
 dans certaines cités jusqu'à 18%.  
 ace, le phénomène est semblable : les retards de loyer  
 an.  
 FTT, on a constaté ces dernières années près de 30% d  
 mentaires, et des délais de paiements de plus en plus

**EN DES ELUS...**  
 Initiative des jeunesses communistes, le maire, utilisant  
 tier de police judiciaire, s'oppose aux expulsions et aux saisies d  
 Abbé. Depuis l'hiver 73/74, dès qu'arrive la voiture des huissier  
 Abbé, fait appel au maire ou à l'un de ses adjoints...

**abilité de payer..**  
 son arsenal répressif : la mise sous tutelle des presta  
 are primitivement destinée à protéger les enfants de pa  
 est aujourd'hui utilisée dans les cas de non-paiement

es « auxiliaires de justice » ont une activité florissante  
 recouvrement se multiplient pour accentuer les pressio  
 d'un magistrat cité par le *Nouvel Observateur* des libertés lai

**L**e journal Rock Against Police (RAP) rappelle la mort de Kader, un jeune de 15 ans tué par un gardien d'immeuble à la cité Jean-Couzy de Vitry-sur-Seine le 16 février 1980. Cette mort constitue l'un des déclencheurs du mouvement RAP qui regroupe des jeunes des banlieues de la région parisienne, notamment de Vitry-sur-Seine, Bondy, Argenteuil. Le RAP prend position contre la police dans un contexte marqué par plusieurs crimes racistes et une politique de répression sécuritaire. Contrairement aux concerts « Rock Against Racism » importés d'Angleterre et qui se déroulent dans des parcs et lieux réputés, le RAP organise, en plein milieu des cités de Paris, Lyon et Marseille, des concerts gratuits de groupes de rock composés de jeunes d'origines française ou immigrée. Ces concerts connaissent un succès mitigé, rassemblant cependant près de 3 000 personnes à Paris le 19 avril 1980. Le mouvement s'éteint en 1981. L'association Zaâma d'banlieue, composée de femmes immigrées, voit alors le jour à Lyon et s'inscrit dans la continuité des revendications de RAP.

Mogniss H. Abdallah, principal co-organisateur de Rock Against Police, fonde en 1983 l'agence de presse IM'média, spécialisée dans l'immigration, les cultures urbaines et les mouvements sociaux. IM'média fait alterner financements publics et auto-productions pour se doter d'une structure de base autour de différents secteurs d'activité : publications, photos, vidéo et radio. A partir de 1989, IM'média se tourne vers le documentaire et s'ensuivent des films réalisés en collectif comme Douce France, la saga du mouvement « beur » (1992), La ballade des sans-papiers (1996), d'autres sur l'occupation de l'église Saint-Ambroise, ou encore J'y suis, j'y reste (2001). L'initiative de cette agence multimédia a permis de faire émerger et de diffuser une autre image des jeunes issus de l'immigration et des banlieues que celles véhiculées par les médias traditionnels. Elle favorise encore aujourd'hui la constitution d'une mémoire audio-visuelle de l'immigration et des mouvements sociaux. ■

Claire Tomasella / Génériques



# Saul Alinsky

**Figure de proue de l'extrême-gauche américaine du milieu du XXème siècle, Saul Alinsky en a inspiré plus d'un. A commencer par Barack Obama qui a fait ses armes politiques dans les années 80 en tant que *community organizer*, activité théorisée par Alinsky. Quarante après sa mort, cet activiste passe ainsi de l'ombre à la lumière.**

Nadia Henni-Moulaï

**Saul David Alinsky (1909-1972), écrivain et sociologue américain né de parents immigrés russes, grandit à l'époque d'Al Capone dans un quartier populaire de Chicago, où il s'immerge totalement dans la vie des groupes qu'il étudie. Il conceptualise l'organisation des communautés, incitant les quartiers déshérités à prendre leur destin en main à travers une palette d'actions pacifiques. Il est l'auteur de *Rules for radicals*.**

*«Donner aux gens des victoires à court terme. Quelque chose pour montrer aux gens tout le pouvoir qu'ils obtiennent quand ils arrêtent de se battre les uns contre les autres et qu'ils se regroupent contre leur véritables ennemis.»*

Marty Kauffman, fondateur de Developing Communities Project, recruteur de Barack Obama au poste d'organisateur de communauté en 1985

*«Ni l'assimilation, ni le nationalisme noir n'offrent un espoir durable de vrai changement dans les quartiers pauvres à moins qu'ils ne soient accompagnés par une approche systématique de l'organisation communautaire.»*

Barack Obama (in «Why organize ? Problems and promise in the inner city», Université de l'Illinois)

**«Il ne suffit pas d'élire des candidats. Encore faut-il exercer des pressions sur eux.»**

Saul Alinsky (in « Rules for radicals » / « Etre radical », éditions Aden)

*«J'approuvais certaines de ses idées et j'étais convaincue comme lui, qu'il était essentiel que les gens apprennent à s'assumer tous seuls. Nous nous opposions pourtant sur un point fondamental : il estimait qu'on ne pouvait changer le système que de l'extérieur. Je n'étais pas de cet avis.»*

Hillary Clinton (in « Mon Histoire », éditions J'ai Lu)

*«En utilisant cette approche, le *Developing Communities Project* et d'autres organisations des quartiers pauvres de Chicago ont eu quelques résultats impressionnants. Les écoles sont devenues plus responsables, des programmes d'apprentissage ont été établis, des maisons ont été rénovées et d'autres construites, les mairies ont été à la disposition des administrés. En plus, beaucoup de personnes ont pu prendre l'ascenseur social et acquérir ainsi un pouvoir, et des citoyens ont pu développer un groupe de leaders puissants.»*

Barack Obama (in «Why organize ? Problems and promise in the inner city», Université de l'Illinois)

# François Lamy :

« On ne doit pas raisonner en terme de quartier, mais de ville ou d'agglomération. »

**François Lamy, le nouveau ministre délégué en charge de la Politique de la ville, ne croit pas au Plan Marshall, pas plus que son prédécesseur Maurice Leroy... Tant mieux ! Les banlieues non plus, à force de ne rien voir venir depuis trop longtemps. Balle au centre. Mais maintenant, que fait-on ? Entretien exclusif.**

Entretien réalisé par le réseau Presse & Cité

**Q**ue fait-on ? Rénovation urbaine ou cohésion sociale ? Les deux ? Autre chose ? Le débat est aussi vieux que la Politique de la ville. L'ancien maire de Palaiseau (Essonne) assure d'abord avoir une franche volonté de concertation. Mais concertation n'est pas action, et cette dernière va devoir se déployer en terrain miné : austérité budgétaire à tous les étages, d'abord (les banlieues connaissent l'austérité, pas sûr qu'elles acceptent encore de serrer la ceinture d'un cran). Poli-

tique à mener de front avec une ministre de tutelle, écologiste et non socialiste qui, ensuite, ne souhaite pas rester passive. Campagne qui n'a pas donné beaucoup de grain à moudre sur ces questions aux habitants des quartiers, enfin. Il va donc falloir faire ses preuves, au sortir d'un été marqué par les émeutes d'Amiens et le banditisme marseillais. Priorité des priorités : définir des objectifs avec les collectivités locales (socialistes, pour beaucoup, c'est un atout), et avec les autres ministères, pour réorienter partiellement le fameux « droit

commun » vers les quartiers, mais aussi redéfinir le zonage et les critères de la politique de la ville pour un meilleur ciblage. Tout cela fait-il un projet ? C'est en tous cas cette feuille de route que Presse & Cité a interrogé, avec quatre médias de son réseau, par un beau matin de septembre, attablé devant un appétissant déjeuner ministériel. Les banlieues ont faim... une poignée de croissants y suffiront-ils ?

ER

Anglade Amédée / Afriscope



« Je fais avant tout le pari d'être pragmatique : on va passer des conventions d'objectifs, de méthode et de moyens avec les différents ministères. »

François Lamy affiche une volonté de pragmatisme. Maître mot de son discours, il introduit la rigueur économique de mise pour le nouveau gouvernement. Il tient à se distinguer pourtant de ses prédécesseurs, l'une trop médiatique, Fadela Amara, l'autre trop technocrate, Maurice Leroy.

« Je crois au contrat local, passé avec les collectivités, sur des objectifs définis localement, sur l'emploi, la sécurité, l'éducation... »

Ses outils ? Sa proximité avec les ministres pour faire passer des conventions interministérielles avec des objectifs précis, instaurer de nouveaux contrats locaux pour laisser la charge au maire de négocier avec les instances de l'éducation nationale ou de l'emploi à leur échelon ; et des crédits de la Politique de la Ville concentrés davantage sur les quartiers en difficulté.

« La rénovation sociale sans la mixité, ça ne fonctionne pas. On ne doit pas raisonner en terme

de quartier, mais de ville ou d'agglomération. »

Fini les politiques centrées sur les quartiers, François Lamy affiche son ambition de revenir à une Politique de la ville plus globalisante. Dès lors, il remet en cause l'existence du découpage en zones urbaines sensibles.

« Il faut une meilleure répartition géographique du logement social, qui ne sera plus forcément de la seule responsabilité des maires. »

Tandis que les commissions d'attribution des logements sociaux pourraient désormais être du ressort de l'intercommunalité, délaissant au maire la prérogative exclusive. Conscient de l'enchevêtrement des dispositifs de politique de la Ville, François Lamy avoue qu'un nouveau découpage sera mis en œuvre dans les prochaines années.

« Il faut faire monter en puissance le droit commun, et redéfinir les critères de la Politique de la ville. »

Un nouveau découpage qui a pour but avoué de

concentrer les efforts budgétaires sur un nombre réduit de quartiers. Et ce, pour prendre en compte la crise économique tout autant que pour responsabiliser des maires qui ont les moyens de financer des opérations prévues dans les contrats urbains de cohésion sociale et de solidarité. Chiffres à l'appui, il remet en cause la politique de « saupoudrage » des dernières années et les promesses non tenues.

« Les décisions avaient été prises fin juillet à Marseille, mais l'intervention de Samia Ghali a accéléré les choses, même si sa solution n'est pas la bonne. »

Les promesses non tenues des gouvernements successifs sont particulièrement violentes pour les habitants, notamment de Marseille, qui croient de moins en moins aux politiques publiques comme régulateur et réducteur d'inégalités. Sans cautionner les méthodes proposées par Samia Ghali, qui en appelait à l'armée pour rétablir la sécurité de certains quartiers de la cité

phocéenne, François Lamy veut faire de Marseille un cas d'école en matière de rénovation urbaine, avec une concertation accrue avec les habitants. Une concertation aussi avec les personnalités politiques de la deuxième métropole française.

Regarder la suite sur : [www.presseetcite.info/c004](http://www.presseetcite.info/c004)

« Il faut que certains contrats soient payés par les ministres de tutelle plutôt que par la politique de la ville, dans l'Education nationale par exemple. »

La concertation que souhaite le ministre de la Ville devrait permettre la mise en place d'emplois francs dans plusieurs départements et quartiers comme ceux de Marseille. Mais quid des postes d'adultes relais, des contrats aidés qui font tourner les associations dans ces espaces délaissés par les pouvoirs publics ? Pour le nouveau ministre de la Ville, la réponse se trouve une nouvelle fois dans la priorisation de certains quartiers aux dépens de d'autres qui auraient moins de besoins.

« Il faut que le monde associatif s'organise et se fédère. Cela ne viendra pas d'en haut. »

Mais à l'époque « où l'argent public se fait rare », les associations ont tout intérêt à se fédérer pour percevoir le soutien de l'État, conclut-il...

Quelques jours plus tard, lors de l'inauguration de l'exposition de Pascal Blanchard sur les discriminations, François Lamy a précisément invité les associations phares actives sur les questions de quartiers populaires et de diversité. Un dialogue s'instaure. Affaire à suivre... ◀

Propos recueillis par Ahmed Nadjar (Med'In Marseille), Akli Aliouat et Jean-Fabrice Tioucagna (Kaina TV), Moïse Gomis (radio HDR), Anne Bocandé (Afriscope) et Erwan Ruty (Presse & Cité).





**Hier et aujourd'hui, entre le marteau du désintérêt de la classe politique et l'enclume du fatalisme des jeunes...**

# ... Comment les quartiers s'organisent ?

« Dès 2001, dans l'opposition du conseil municipal de Toulouse, on n'a pas arrêté de dire : il faut un conseil spécial sur les quartiers, la Politique de la ville. Mais ça n'a jamais eu lieu avant les révoltes de 2005. Ca nous a interpellé : on a des élus, on a une liste, vous refusez le débat, et si les jeunes ils brûlent, vous l'acceptez ? Après, les jeunes, ils disent : « On t'aime bien, Salah, mais ça sert à rien ce que tu fais ». L'action associative, c'est très bien, mais ça suffit pas. L'action politique, l'action culturelle, c'est très bien mais ça suffit pas. C'est pour ça qu'on a créé le FSQP ( Forum social des quartiers populaires) , pour que chaque année on fasse converger tout ce qui se fait dans les quartiers populaires. »

Salah Amokrane, animateur du Tactikollectif toulousain, et à ce titre l'un des fondateurs du COUAC (Collectif urgence d'acteurs culturels), résume bien le dépit dans lequel se trouvent plongées pas mal d'associations de quartier. Et pourtant, elles continuent à s'activer. Parce qu'il est impossible de renoncer, quand bien même elles avancent contre le sens du vent. Beaucoup de témoignages rares, bruts, éloquents, nous guident dans cette fresque qui fait défiler trente ans de combats dans les quartiers. C'est aussi pour ça que ce COUAC a décidé, en avril 2012, pendant deux jours d'intenses débats, d'agiter les quartiers. Avec, pour les y aider, des activistes qui secouent le cocotier depuis des dizaines d'années, pour certains. Des gens de Seine-Saint-Denis, mais surtout de Lyon et de sa banlieue, de Montpellier, et bien sûr de Toulouse, ville hôte de l'événement, qui se déroulait juste avant les victoires de la Gauche au printemps dernier.

Une manière de dire : cette victoire, on en est ; mais une fois acquise, on ne restera pas les bras croisés.

La Gauche et les pouvoirs publics devront donc compter avec cette vieille garde rugueuse qui a connu bien des combats depuis les années 80, et cherche la relève. Car si quelques uns ont pu tirer individuellement leur épingle du jeu, collectivement, la situation des habitants des quartiers populaires s'est plutôt dégradée depuis trente ans, jetant une lumière crue sur l'action d'une génération entière.

Nous arrivons enfin au moment où, portée par de nouveaux outils (les réseaux sociaux, ou encore les techniques de community organizing qui ont si bien fonctionné aux Etats-Unis pour les démocrates de l'équipe d'Obama), une jeune élite issue des quartiers pointe le bout de son nez, pragmatique et sans attaches partisans, mais aussi plus divisée que jamais. Si bien que le besoin de mutualiser ses expériences est elle aussi plus nécessaire que jamais. Tout cela au moment où les pouvoirs publics s'interrogent de plus en plus sur la participation des habitants aux politiques publiques, aiguillonnés par les acteurs sociaux traditionnels (centres sociaux et autres structures d'éducation populaires), qui cherchent une seconde jeunesse. Participation sans laquelle il ne saurait y avoir de politique pérenne. Les quartiers répondent présent, et notre initiative montre leur force, leur maturité, leur expérience, leur crédibilité... Qu'attend-on pour leur tendre la main ?

**Erwan Rutu**



# Les ratonnades de 1973, révélatrices d'une fracture historique à Marseille



## « C'était la première fois que l'immigration faisait la Une »

« On a organisé une grève générale en septembre 1973, à partir de Marseille, parce que tous les groupes racistes de l'époque, comme le SAC [Service d'action civique, NDLR], l'Ordre Nouveau, le comité Charles Martel ont profité d'un fait divers où un déséquilibré algérien qui avait été agressé à Toulon, un an ou deux avant, et qui avait eu la tête fracassée à coup de hache et n'avait pas été soigné, était devenu déséquilibré mental. Il était dans un hôpital psychiatrique à la Timone. En permission, il était monté dans un bus, et avait égorgé un chauffeur. Ça avait déclenché une vague de haine : 52 assassinats signés « Charles Martel », orchestrés par le journal le Méridional. Ce qui a déclenché la riposte, c'est l'assassinat d'un jeune de La Calade, tué de deux cartouches de gros calibre dans la tête. Ça a déclenché une révolte des quartiers nord. On était avec des familles pour aller accompagner la dépouille au port, entre 3 et 4000 personnes. Un de nos amis du Mouvement des travailleurs algériens est monté sur un tonneau, et a appelé à une grève générale qui a été relayée de Nice à Marseille, suivie à 60, 70 voire 80%. Les chantiers ne marchaient plus, les poubelles non plus. Roger Gicquel a ouvert le journal avec cette question, Le Monde a fait sa Une dessus, c'était la première fois que l'immigration faisait la Une. La deuxième grève était partie de région parisienne, la troisième en Rhône-Alpes. »

**Morad Aggoun (Valeurs des quartiers, Vaulx-en-Velin)**  
Propos recueillis par COUAC / P&C

**Si Marseille s'affiche aujourd'hui comme la « capitale de la culture », il y a trente ans, les journaux titraient « capitale du racisme ». En 1973, la cité phocéenne a connu l'une des pires flambées de racisme de l'histoire de France au XXe siècle. Un racisme ciblé, l'Algérien, le mot de tous les maux. Salah Bariki, un français d'origine algérienne arrivé en 1962 dans les bidonvilles de la cité phocéenne, a accepté de témoigner. A cette époque, il était d'ailleurs responsable de l'Amicale des jeunes Algériens.**

## Un racisme qui répond à la crise économique

Depuis 1962 et ce durant dix années (1962-1973), les flux migratoires n'ont cessé de s'intensifier, Marseille devenant un point de passage, voire d'ancrage de l'immigration. Une population constituée d'une forte communauté maghrébine et notamment algérienne, ce depuis la décolonisation. Salah évoque ce contexte particulier : « c'était le début de la crise économique, l'arrivée de Giscard qui voulait renvoyer les Algériens chez eux, l'Algérie qui voulait récupérer ses immigrés, au moins en parole. C'était aussi un moment de transition très difficile répondant au mythe du retour : nos parents qui étaient arrivés dans les années 60 n'étaient toujours pas rentrés au pays ». Depuis le début des années 70, il y a un développement du racisme, notamment contre les nord-africains. Selon Gérard Noiriél, historien et directeur d'études à l'EHESS, ce racisme anti-algérien a surtout été alimenté « par les nostalgiques de l'Algérie française ».

## La haine de l'Algérien dans la presse locale

C'est à l'été 1973 que les violences racistes vont connaître leur apogée et notamment à Marseille. Le 25 août, un déséquilibré algérien assassine un tramot. Ce fait divers va embraser la ville et attiser la haine de l'Algérien. Le rédacteur en chef du quotidien des droites marseillaises *Le Méridional*, Gabriel Domenech, avait titré, au lendemain du drame : « Assez, des voleurs algériens, assez des casseurs algériens, assez des fanfarons algériens, assez des trublions algériens, assez des syphilitiques algériens, assez des violeurs algériens, assez des proxénètes algériens, assez des fous algériens, assez des tueurs algériens (...) ». En 1986, Gabriel Domenech est élu député FN.

## Campagne anti-immigrés par la Droite

Un écrit qui résonne pour certains comme un appel à la ratonnade. Un Comité de défense des Marseillais se constitue au lendemain du drame afin « d'assurer la sécurité des Français » et appelle à manifester « contre l'immigration sauvage », le 29 août (manifestation interdite par la Préfecture). Un comité qui, domicilié à la même adresse que le mouvement fasciste « Ordre Nouveau », n'a sûrement pas calmé les ardeurs. Les déclara-



tions racistes émanant de divers groupes politiques de droite se succèdent. Du côté de l'Union des jeunes pour le progrès (UJP) des Bouches-du-Rhône, on a proposé d'« éliminer la pègre nord-africaine et antifranaïse ». Les Comités de défense de la République (CDR), gaulliste, réclament « la peine de mort pour l'assassin ». Pour calmer les ardeurs, Mgr Etchegarray a fait une déclaration au journal de 20 heures, le 27 août, la veille du tramot, appelant à la raison de chacun. Un appel au calme pas assez fort pour être entendu puisque une vague de violence s'installe dans la cité. Selon Gérard Noiriél, « des appels à la ratonnade sont suivis par le mitraillage de plusieurs foyers Sonacotra et des bidonvilles ». Salah ne se souvient pas de ces épisodes mais ce qu'il peut expliquer, « c'est qu'on a appris bien plus tard que la plupart des foyers Sonacotra était dirigée par des anciens paras et des gens de l'OAS ».

## L'amalgame

Dans la nuit du 28 au 29 août, un Algérien, Lounès Ladj, est abattu à la sortie d'un café tandis qu'au même moment, un cocktail Molotov est jeté dans une entreprise de nettoyage, à la Ciotat, où travaillaient majoritairement des Algériens. Le 31 août, les travailleurs de la Ciotat entrent en grève pour dénoncer ces attentats xénophobes. C'est le Mouvement des travailleurs arabes (MTA) qui prend le relais de cette solidarité en lançant un appel à la grève générale contre le racisme, le 3 septembre. Un mouvement qui sera honoré par au moins 20.000 travailleurs de la région marseillaise et qui s'étendra aux départements. La marche funèbre, en hommage à Lounès Ladj, le 1er septembre, réunit des centaines de personnes. Un cortège funèbre traverse la ville en sa mémoire.

## La passivité politique

De l'autre côté de la Méditerranée, le président Houari Boumédiène, regrettant l'inertie des pouvoirs publics et notamment du président Georges Pompidou, décide de suspendre l'émigration algérienne vers la France, dès le 20 septembre. Salah se souvient : « Boumédiène a dit clairement que les Algériens devaient rester chez eux même s'ils mangeaient de la pierre ». Une histoire de sécurité tout autant que de dignité et de symbole. L'ambassadeur d'Algérie en France dénonce la complaisance de Gaston Defferre, alors maire de Marseille [et ensuite ministre de l'Intérieur de François Mitterrand, NDLR], et la passivité de la police. L'interruption de l'immigration de travail a su calmer cette fièvre raciste qui avait envahi le sud de la France. Mais le 14 décembre 1973, un attentat au consulat d'Algérie de Marseille fait quatre morts et vingt blessés. Il est revendiqué par le groupe Charles Martel, dont les liens avec l'extrême droite et des anciens membres de l'OAS ne font aucun doute. 3000 personnes, selon l'INA, mais dix fois plus se souvient Salah, manifestent leur indignation : « Je me souviens, j'avais dans la main un mégaphone, je voyais des gens à l'infini ». Le mutisme des partis de gauche est total. Au 31 décembre, l'ambassadeur d'Algérie en France avait recensé 50 Algériens tués et près de 300 blessés sur la seule année 1973.

Trente années sont passées et, selon l'historien Yvan Gastaut, « le racisme semble être un comportement toujours présent dans notre société. Sa flamme [...] se rallume dès qu'un problème apparaît ». L'immigration est néanmoins restée la réponse à tous les problèmes d'ordre social, économique et politique. Jusqu'à quand ?

Sarah Lehaye / Med'in Marseille



## « Le mot « chibani », maintenant, on sait ce que c'est. »

« Les organismes de prestation sociale se sont mis à contrôler les gens. Ils se sont dit que si ils voulaient que la pêche soit fructueuse, ils aillent contrôler les foyers de migrants, celui de Fronton. Résultat, une quarantaine d'entre eux ont du rembourser à la CARSAT entre 1000, 2000 et jusqu'à 20 000 euros pour certains ! Il y a eu en 2010 une occupation de la CARSAT pour demander une annulation de ces dettes et redressements. En face, on n'a trouvé que de l'indifférence, à part autour du festival Origines contrôlées. Les chibanis étaient en première ligne, des AG avaient lieu toutes les semaines au foyer... Le mot « chibani », maintenant, on sait ce que c'est. Mais le résultat... il n'y a eu aucun geste de ces organismes. La CARSAT nous a même fait un procès pour atteinte au droit à l'image ! Elle l'a perdu, mais ça nous a quand même coûté de l'argent ! Aujourd'hui, les sommes dues le sont toujours... Mais d'autres villes ont pris le relais. »

**Jérôme (collectif Justice et dignité pour les chibanis)**  
Propos recueillis par COUAC / P&C



# Quelques unes d'entre nous



**A la lisière de l'action sociale et de l'art, il y a l'engagement de quelques électrons libres qui refusent de rentrer dans les cases : pour ces électrons comme Zounia Meddour, il faut que cela soit l'occasion d'une libération de la parole et d'une amélioration du quotidien des citoyens des quartiers. Avec fougue, cette directrice de centre social au Blanc-Mesnil (93), cherche les espaces où se prennent les décisions, pour pouvoir agir. Extraits d'indignations.**

## « On veut juste raconter quelque chose que personne ne veut raconter »

« Le collectif Quelques unes d'entre nous a fait le choix d'investir la culture pour aborder des problèmes de société. La première pièce qu'elles ont écrite et interprétée s'appelle « Le bout du monde m'est rentré dans l'oreille ». C'est une pièce avec une tournée européenne et sur tout le territoire, qu'on a montée avec une compagnie en résidence sur le territoire, la compagnie du Tournesol, dirigée par Philip Bouley. Après, elles décident de poursuivre en s'appuyant sur les travaux de Sayad. On a mis en scène les entretiens qu'il a réalisés sur *La Double absence*. On a mis en place

une formation dans le quartier. Ça a duré quatre mois, toutes les semaines, avec 25 femmes, au Centre social, pour découvrir qui il était, avec son parcours, son propos. On peut le faire avec tout le monde sur tout type de sujet, à partir du moment où on conçoit les choses pour qu'elles soient appropriées par les gens. Et on a dit : ce projet doit être porté par la compagnie de théâtre. Il y en a marre que les habitants des quartiers prioritaires ne soient que dans des dispositifs sociaux ou je ne sais pas quoi. C'est de la culture, on va chercher l'argent auprès de la culture. On a le droit au droit commun. Il est où, l'argent du droit commun ? La Politique de la ville, c'est trois francs six sous qu'on rajoute en plus, c'est de la discrimination positive. Ça devient le seul financement qui existe pour ces quartiers, et le reste disparaît petit à petit ! En plus, les femmes sont co-productrices. Elles sont salariées. C'est important dans la reconnaissance. Le travail qu'on fait déconstruit toutes les représentations sur les femmes des quartiers, sur leur

« démission » supposée, les mères dépassées et tout... On a imposé une représentation au Forum du Blanc-Mesnil ! Il y a une scène nationale, c'est là qu'on veut jouer ! Même s'ils nous ont forcée à jouer dans la petite salle, et qu'on a dû refuser 200 personnes... On a eu un accueil plus que chaleureux des gens, qui nous ont dit qu'il fallait que tout le monde voie ça, qu'il fallait aller dans des lycées... Mais à deux reprises, du côté du champ culturel, ça a été une grande claque. On nous a dit : « *c'est trop identitaire, il faut que ces femmes sortent de leur condition, arrêtent d'être dans la plainte, qu'on puisse leur permettre d'accéder à autre chose. On veut bien vous aider, après ce spectacle, sur un texte d'un auteur contemporain, que vous mettez en*

Il est où, l'argent du droit commun ?

*scène ! »* Mais c'est ça qui parle aux gens ! On fait ça parce que ça a du sens pour nous ! La culture, c'est donc défini seulement par ceux d'en haut qui décident pour nous ? Dans les quartiers, on n'aurait donc pas une idée de ce qu'est la culture, et de comment on peut l'investir ? On a donc fait un bilan avec tout le monde, les femmes, les jeunes, le metteur en scène, un sociologue, on va pondre un document d'orientation pour donner notre point de vue sur ce qu'est une politique culturelle sur un territoire. Il y a des municipales en 2014 ? On va prendre un an pour le faire ! Personne ne pleure ! Y'en a marre ! On veut juste raconter quelque chose que personne ne veut raconter. C'est important parce que ça permet de comprendre pourquoi on en est là aujourd'hui. C'est l'histoire de l'immigration, et c'est dans l'histoire de France. »

Propos recueillis par COUAC / P&C

## « Comment on fait pour que les habitants investissent les espaces de pouvoir ? »

« J'ai toujours agi au sein d'un service jeunesse, enfance, j'ai toujours travaillé dans l'animation. Comment on fait pour qu'il y ait de la mobilisation, pour que les gens puissent agir ? Comment on fait pour que ceux qui posent un problème soient aussi les acteurs de la réponse à ce problème ? J'ai un BAFA, un BFD, un BETEP, un DEFA, tout ce que vous voulez, et à chaque fois on apprend dans ces formations : « *comment faire avec les habitants* », comment on les associe à l'élaboration d'un projet. Mais après, dans le réel, il y a des professionnels qui arrivent avec une idée en tête sur la manière dont ils pourraient travailler, du projet qu'ils pourraient proposer à des gens et donc de faire en sorte que ça rentre dans les cases, qu'ils trouvent un public qui accepte ce qu'ils proposent, ce qui a été décidé en amont. L'axe central de la Politique de la ville c'est comment on fait participer les habitants. Hier, ici, il y avait des jeunes filles qui disaient « *comment on fait, on n'a pas de moyens ?* » J'ai envie de dire : il faut aller taper à la porte du Centre social d'à côté ! Il y a des financements qui sont dévolus pour développer l'action sociale, culturelle, sur ces territoires. Pour être financés par la CAF etc, ils disent que les habitants sont associés, qu'ils sont décideurs dans ces orientations. C'est écrit dans la charte des Centres sociaux. Comment on fait pour que ça existe pour de vrai ? Comment on fait pour que les habitants investissent les conseils d'administration, les espaces de pouvoir où se prennent les décisions ? Comment on les y aide ? On peut mettre des gens, mais tout est fait pour qu'ils n'aient pas la parole, ne soient pas à l'aise, ne comprennent pas les enjeux, ne puissent pas agir. Qu'on soit issu d'une association ou autre. C'est ça, faire de l'éducation populaire ! Comment on fait pour aider chacun à comprendre les enjeux, où on peut agir ? Après, il y a la mise en œuvre. La question des moyens arrive après. Quand le Centre social des Tilleuls, au Blanc-Mesnil [où Zounia Meddour travaillait, NDLR], a brûlé pendant les révoltes de 2005, j'étais directrice. C'est 2000 personnes. C'est le poumon du quartier. On s'est mis à la disposition des habitants. On est resté dehors, dans la rue, sur le parvis, deux mois, jour et nuit parfois, avec des centaines de personnes qui sont passées, notamment des femmes. Il y a de l'énergie dans ces territoires, qui ne se retrouve pas dans ces espaces. »

Propos recueillis par COUAC / P&C

## « Je ne connais pas de journal neutre. »

« Les médias sont venus du monde entier. Ils ont détourné la parole des habitants. Alors j'ai dit : vous pouvez aussi décider de ne plus répondre aux journalistes, de produire votre propre discours : ils ont créé un journal [« Vu d'ici », NDLR], un documentaire [« Ceci est notre quartier à 93° », NDLR]. C'est important de raconter, pour la transmission. L'idée du MIB est d'être craint, pour qu'on s'intéresse à nous. Le journal a commencé à déranger, c'était pas pour parler des petites fleurs ou l'embellissement. Mais on ne s'improvise pas journaliste. Il y a eu des formations. Ça a dérangé le PS local qui a écrit à la région Ile-de-France, et aux financeurs, au Préfet à l'Egalité des chances. On s'est fait supprimer les financements par le Préfet. Sous prétexte qu'il n'y avait pas de neutralité... »

Propos recueillis par COUAC / P&C



# Entendu à Toulouse, sur le vif



## « C'est pas le machisme qui a tué ces femmes, c'est la misère sociale ! »

« La difficulté, c'est la division : les chibanis, les jeunes, les femmes, les musulmans... Comment on arrive à parler de droits, de solidarité pour tous ? Je travaille aux Francs-Moisins, à Saint-Denis, dans une association d'alphabétisation où il y a une garderie, parce que s'il n'y a pas de garderie, les femmes ne font rien, ne vont nulle part, elles ne suivent pas les cours. Les services de la ville ne mettent pas ça en place. Le premier problème de ces femmes, c'est le rapport avec les institutions : CAF, Centre social, école, service logement. On fait l'assistante sociale, on fait l'éduc spé, on va parler avec les directeurs d'école etc. Il y a quelques mois, il y a deux femmes de l'association

qui se sont suicidées, l'une s'est immolée à la mairie de Saint-Denis, l'autre s'est jetée sous le RER. C'est pas des drames individuels liés à des problèmes psychologiques, c'est un symptôme de l'état de santé des quartiers : si aujourd'hui celles qui tiennent tout ou presque n'ont à ce point plus d'espoir qu'elles laissent leur famille derrière elles... c'est un vrai problème de désagrégation sociale dans les quartiers, d'isolement, d'indifférence. Et l'indifférence existe aussi dans nos milieux militants : on a organisé une marche le 17 mars par rapport à ces femmes, paix à leur âme. J'ai appelé tout le milieu féministe : le Planing familial, la Maison des femmes, Mixité, tous ceux qui ont le haut du pavé, qui ont les moyens, qui sont des militantes aguerries, et même des associations féministes de nos milieux, qui luttent pour la justice sociale. Et personne ne vient. Il y a juste 150 personnes de notre quartier. Pourtant, les associations féministes cherchent toutes à entrer dans les quartiers pour parler du féminisme, du machisme...

### Najia, « toulousaine »

« Les femmes portent tout dans ces quartiers, souvent, et elles se rendent invisibles. Je crois qu'on doit mener des actions spécialisées en leur direction, car on est dans une société d'hommes. Or, en général, elles ont une fonction de transmission vis-à-vis des enfants, peut-être que le changement passera par elles. »

mais c'est pas le machisme qui a tué, c'est pas les questions identitaires. C'est la misère sociale qui a tué ces femmes. Nous on leur donne ça sur un plateau, et personne n'a su s'en saisir : il n'y avait rien à gratter médiatiquement. Aujourd'hui je fais le deuil de m'adresser à mes institutions, à ma ville. La réponse est entre nous. Mais il faut dépasser sa chapelle. Comment on prend en compte ces identités spécifiques qui ne sont défendues nulle part ailleurs, mais aussi comment être capables de les dépasser dans une demande de justice pour tous ? Défendre l'intérêt local ET national, individuel ET général ? Pour moi, il n'y pas beaucoup de pistes : il y a les espaces de formation, intergénérationnels, pluridisciplinaires, qui allient social et politique. Je passe le DEFA

pour être directrice de Centre social ; et pourtant, ça ne m'intéresse pas d'être directrice de Centre social : dans cette formation, j'entends des trucs de barjot, où on forme les nouveaux cadres du social à coups de management, de productivité, d'évaluation ! Il faut créer nos institutions

dans nos quartiers pour ne plus être des intermédiaires. Il faut ouvrir des structures comme la Case santé de Toulouse, qui est un centre de santé communautaire, montée par des gens passés par le MIB, qui sont font du politique et du social. C'est pas la HALDE etc qui défend ces femmes-là : il faut des espaces militants, parce qu'il y a aussi des choses qui remontent sur le logement, les discriminations, des femmes qui viennent avec leur petite et qui disent : « est-ce que t'as pas un stage ? » Alors qu'on fait de l'alphabétisation... je mets alors ma casquette militante... C'est des espaces de confiance. »

**Christèle Husson (FSQP)**  
propos recueillis par COUAC / P&C



J'ai appelé tout le milieu féministe... Personne ne vient.

## « On formate les éducateurs ! »

-Les dispositifs sont à côté de la plaque, le travail social est mis en échec. On formate les éducateurs. Les associations sont des prestataires, plus des partenaires. Il y a une commande politique qui dit telle tranche va dans telle case, telle autre dans telle case, et les jeunes qui ne rentrent pas dans les cases, c'est soit la santé mentale, la prison ou les hôpitaux psychiatriques. »

-Une prison pour mineurs s'est construite ici.

-Oui. Pour 50 places, il y a 30 éducateurs, sur l'EPM de Lavaur [Établissement Pénitentiaire pour Mineurs près de Toulouse, NDLR] ! Ici, on n'est même pas à trente sur les quartiers ! On voit où on veut aller...

-Il faut voir l'argent qu'on met ! On dit qu'on va éduquer les jeunes, dans les prisons : il y a des bibliothèques, des terrains de sport etc. Mais les enfants sont entre les murs...

-La suite est prévue ! Il y a l'hôpital psychiatrique à côté, à Albi !

-Il y a beaucoup de gens qui ont été vers les autres, des activités culturelles, politiques, à travers leurs parents. Il y avait la tradition des communistes, par exemple. Mais maintenant, dans les quartiers populaires, elle est ignorée. Comme ils foutent pas la merde et cherchent juste un coin pour s'asseoir, ils existent pas... Ne pas donner une place aux vieux dans la société, symboliquement, ça a des conséquences. »

Propos recueillis par COUAC / P&C

## « Ce qui nous lie, c'est notre vie, nos luttes, c'est l'amour, c'est le plaisir d'échanger. »

« On est des résistants, pas de indignés avec une guitare sur une place, j'ai plus le temps ! (...) On a créé un parti, Le choix vaudais, pour mettre les pieds dans le plat. Mais il ne faut pas seulement parler aux quartiers, mais aux pavillons, aux agriculteurs... nous-mêmes on est des agriculteurs. L'école, le logement, la dette, ça nous intéresse, pas seulement l'ANRU. On a fait 8%. On a aussi créé « Valeurs des quartiers » pour aider à la création d'entreprises. On est en crise depuis 30 ans à Vaulx. Pas 2008. Il y a 60% de chômage. On est issus d'une révolte. Les places ne nous intéressent pas. On n'a pas de corpus idéologique. Ce qui nous lie, c'est notre vie, nos luttes, c'est l'amour, c'est le plaisir d'échanger. Ça fait dix ans qu'on fait du porte-à-porte, et pas parce que Barack Obama l'a fait ! Il faut pas être énarque ou polytechnicien pour faire de la politique ! (...) Depuis 5, 6 ans, c'est la mode de la diversité. Ils ont obtenu des places pour ça. Nous on a toujours revendiqué : il faut que vous preniez les gens parce qu'il bougent. Je vais pas voter pour Khemissi parce qu'il a la même tête que moi ! On n'est pas dans ce délire communautaire ! »

**Morad Aggoun, Valeurs des quartiers (Vaulx-en-Velin)**

## De l'éducation populaire au « community organizing »

**Les 29 et 30 août s'est tenue l'Université de l'engagement de L'Afev (Association de la fondation étudiante pour la ville). Pour ses 20 ans, l'association interroge son implication dans les quartiers et sollicite chercheurs et animateurs autour de l'engagement. « Du vivre ensemble au faire ensemble » était le mot d'ordre, avec l'émergence d'un concept venu des Etats-Unis : le Community Organizing. Action !**

### Le jeu de rôle comme outil de formation à l'action

Dans le hall de l'Hôtel de Région de Lyon, l'ambiance est à la fois studieuse et bon enfant. L'atelier « La confrontation comme condition pour dépasser l'expression ? » proposé par Adrien Roux, débute avec deux jeunes femmes qui se présentent devant l'assemblée comme présidente de la région Rhône-Alpes et directrice du lycée Fourneyron. (...)

### De l'expression à la confrontation

Pour animer ses formations, Adrien Roux part d'exemples concrets : « Avant de créer ECHO avec d'autres personnes à Grenoble il y a deux ans, je travaillais dans une association de démocratie participative. J'étais déçu et frustré car dans les conseils de quartier, le pouvoir restait dans les mains des élus tandis que les participants jouaient le rôle de boîte à idées. Un jour, j'animais une réunion où des mères

réclamaient une crèche. Les élus répondaient : « c'est intéressant mais les contraintes budgétaires ne permettent pas d'investir. » Dans la journée, j'apprends qu'une entreprise pharmaceutique avait obtenu plusieurs subventions indirectes pour la construction de bâtiments. Pourquoi eux ? Parce qu'ils ont un moyen de pression. » (...)

### Community organizing : organisation de toutes les communautés

Pourtant, aucune expérience réellement fondée sur cette méthode n'aurait été réalisée en France avant le projet ECHO. « On me disait que ces méthodes n'étaient pas praticables ici. Les Etats-Unis sont le premier pays construit sur l'immigration avec des communautés très importantes qui ont été rapidement reconnues. En France, les communautés sont moins solidement organisées (...) »

**Claire Malen**



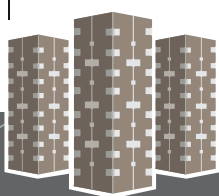
Lire la suite sur :  
[www.presseetcite.info/c005](http://www.presseetcite.info/c005)





# LA MÉCANIQUE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

**Octobre 1980**  
Quartier nord,  
Marseille.



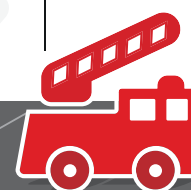
**Lahouari Ben Mohamed, 17 ans,**  
meurt lors d'un contrôle  
de police.



**Juillet 1981**  
10 jours d'émeutes  
aux Minguettes  
(Vénissieux).



création  
**Zones d'Education  
Prioritaire  
et du Développement  
Social des Quartiers**



création  
**Contrats Urbains  
de cohésion sociale**



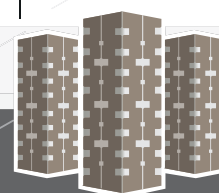
**3 semaines d'émeutes  
dans 300 villes**



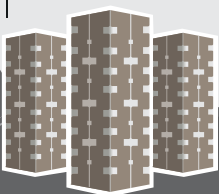
**Zyed Benna et Bouna  
Traore, 15 et 17 ans,**  
meurent dans un trans-  
formateur EDF, tentant  
de fuir la police.



**Octobre 2005**  
Clichy-sous-Bois  
(Seine-Saint-Denis)



**Novembre 2007**  
Villiers-le-Bel  
(Val d'Oise).



**Moushin Sehoul  
et Larami Samoura,**  
15 et 16 ans, meurent  
sur leur moto, renversés  
par une voiture de police.



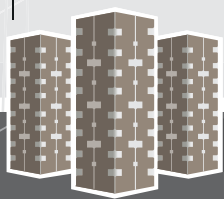
**3 jours d'émeutes**



création  
**Agence Nationale  
pour la Cohésion  
Sociale et l'Égalité  
des Chances**





**Octobre 1990**Vaulx-en-Velun  
(Rhône)**Thomas Claudio,  
22 ans, meurt**dans un accident  
de moto, percuté par  
une voiture de police.**1 semaine d'émeutes**

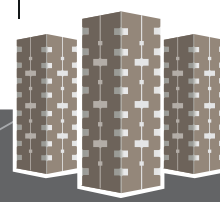
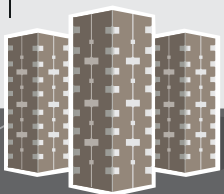
création

**Ministère de la Ville**Michel Delebarre  
est nommé Ministre  
chargé de la Politique  
de la Ville.

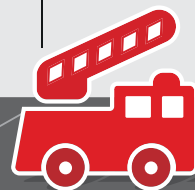
création

**Pacte de relance  
pour la Ville**

- . Zones Urbaines Sensibles
- . Zones Franches Urbaines
- . Zones de Redynamisation Urbaine

**1 semaine d'émeutes****Abdelkader Bouziane,  
16 ans, est tué**  
d'une balle dans la tête  
par des policiers.**Décembre 1997**Dammarie-lès-Lys  
(Seine-et-Marne).**Juillet 2010**La Villeneuve  
(Grenoble).**Karim Boudouda,  
27 ans, meurt**lors d'une course-pour-  
suite avec la police.**3 jours d'émeutes**

création

**Nouveau  
Conseil National  
des Villes****Emeutes  
de 2015 ?**

## La mécanique de la politique de la ville

La gauche avait fait une promesse de campagne, attendue par une large partie de la jeunesse des quartiers : mettre en place un récépissé délivrable lors de tout contrôle de police. Le ministre de l'intérieur a décidé de surseoir à cette promesse. Il est utile de rappeler que depuis les années 80, la police a été impliquée dans la plupart des drames qui ont ensuite provoqué, par contrecoup, des émeutes. Emeutes elles-mêmes souvent à l'origine de bien des dispositifs liés à ce qu'on appelle maintenant la politique de la ville. C'est cette triste mécanique dont nous rappelons quelques jalons. Comme le précise Nicky Tremblay, éducatrice spécialisée et responsable de l'association Dell'Arte, à Toulouse : « On a revisité trente ans de politique de la ville en voyant qu'il s'agissait de politiques spécifiques pour des publics spécifiques (quid du droit commun ?), et qu'il s'agissait en même temps d'une politique réactive : à chaque fois qu'il y a eu des révoltes, suite à des violences policières, on a sorti des mesurètes avec nouveaux sigles. »



Ecouter la lecture jouée «La valse des sigles» sur :  
<https://vimeo.com/49779692>



# La longue longue marche des médias des quartiers

**La Longue marche de Mao Zedong a duré un an. Celle des médias de l'immigration et des quartiers dure depuis 1976. Et ils ne sont pas encore arrivés à bon port. Vicissitudes du pacifisme... Petit zoom sur quelques médias qui ont jalonné l'histoire des quartiers des 35 dernières années.**



## « L'action culturelle est porteuse de projet politique. »

« Avant la dissolution du MTA [Mouvement des travailleurs algériens, 1976, NDLR], on avait opté pour les instruments culturels pour créer la première radio libre, sur K7, avant que Mitterrand libère les ondes. C'était un public maghrébin à 90% d'origine rurale, analphabète, célibataire, qui a émigré pour des raisons de misère sociale, de travail. Et la seule compagnie qu'ils avaient pour la nuit, dans les foyers, les garnis des marchands de sommeil, c'était le radio-K7. Une heure d'émission avec des informations du bled, d'ici, de la musique, des sketches. Diffusé à 12 000 exemplaires. Ça s'arrachait. Ensuite, on a participé à la création de l'Agence de Presse Libération avec Sartre, et on a été actifs dans la création du journal Libération, qu'on vendait dans les marchés. On a créé alors un journal, Sans Frontières, puis Baraka. Après la libération des ondes [1981, NDLR], on a créé une dizaine de radios : radio Soleil, radio Nassim à Montpellier, radio Gazelle à Marseille, radio Tropique à Grenoble et j'en passe. Et aussi des pièces de théâtre comme « Ça travaille, ça travaille, et ça ferme sa gueule » qui a été jouée au festival d'Avignon, et après « Ça travaille, ça travaille, vive la France et les Arabes, silence ! ». L'action culturelle est porteuse de projet politique. Il faut du couscous paella, de la pétanque, mais il faut aussi rendre hommage à cette génération, parce qu'aujourd'hui, je pense que la France culturellement est influencée par cette histoire. »

**Khemissi Djataou (Mouvement des travailleurs arabes) - propos recueillis par COUAC / P&C**

## Sans Frontière, la première voix des immigrés

« Hebdomadaire de l'immigration ». C'est ainsi que feu Saïd Bouziri, fondateur de l'association Génériques, définit le journal Sans Frontière. Lancé en mars 1979, il peut être considéré comme le premier média dédié à l'immigration en France. Journal engagé - Saïd Bouziri et ses copains hésiteront entre la création d'un parti ou d'un magazine - Sans Frontière nourrit pourtant un objectif simple : « informer ». Au départ, le journal suit un rythme mensuel, avant de passer en hebdomadaire en 1980, puis redevenir mensuel en 1983. « Précurseur », résume Béatrice Lagarde, journaliste qui rejoint l'aventure en 1984. Introduite par Driss El Yazami, lors d'une grande fête à la Mutualité après l'élection de Mitterrand, elle va « s'intéresser à la parole des immigrés et à une meilleure connaissance des cultures dont sont originaires ces populations, ce qu'aucun média ne fait à ce moment là. » « Favoriser l'insertion des immigrés mais aussi lutter contre les discriminations raciales, sexistes, notamment... »

NHM

## Les immigrés ont la Baraka !

Né en 1986, Baraka est un héritier du journal Sans Frontière, et poursuit son combat à partir de 1986. Emprunté à la langue arabe, le terme Barakah signifie bénédiction ou encore sagesse. Pensé comme un newsmagazine, Baraka reprend les questions autour de l'immigration et du Tiers-monde. Fabienne Messica, aujourd'hui consultante, est recrutée au lancement de Baraka. « Je travaillais sur les sujets littéraires. » Frappée par la liberté de ton, elle apporte aussi ses compétences en géopolitique, notamment sur le conflit israélo-arabe. Lancée sous forme hebdomadaire la première année, Baraka devient mensuel jusqu'en juin 1987. Soumis aux contraintes de la presse indépendante, Baraka réussit, néanmoins, à « installer une visibilité médiatique aux immigrés et à leurs enfants nés en France ». Et d'ajouter que « la tâche n'était pas simple face à un racisme plus assumé qu'aujourd'hui : nous avons interviewé Michel Maurice Bokanowski. Ils nous a parlé des jeunes avec des termes insultants, les assimilant à des animaux... » L'entretien paraît alors tel quel, déclenchant les foudres de l'édile.

NHM

## Pote à Pote, le premier journal des quartiers

Un magazine des quartiers conçu par les acteurs des quartiers. Pote à Pote n'a pas dérogé à sa ligne éditoriale depuis sa création en 1995, à l'occasion des Etats généraux des quartiers. Même si sur la forme, il a évolué, passant de mensuel à trimestriel, et du magazine généraliste à la publication militante. Il reste avant tout le support médiatique de la Fédération Nationale des Maisons des Potes, née dans la mouvance de SOS racisme, en vue de créer un outil de liaison de maisons de quartier implantées en banlieue, et un porte-parole médiatique pour les banlieues. Bon nombre de personnalités ont été « vues » pour la première fois dans les colonnes de Pote à Pote (Yamina Benguigui, Abd Al Malik, Pascal Blanchard, Aïssa Maïga, Yazid Kherfi...), dès la fin des années 90.

ER

## La diversité selon Respect mag

Le principal journal s'intéressant aux quartiers, et surtout le seul en kiosque. Journal de la diversité, il a su trouver une identité certaine, partie liée aux cultures urbaines, aux « entrepreneurs des quartiers », et aux réseaux institutionnels émergeant sur cette question de la diversité en France depuis 2001 notamment. Ce magazine a parfaitement su accompagner cette émergence. Si bien qu'aujourd'hui, il est membre du très influent Groupe SOS, lobby de l'économie sociale et solidaire.

ER

## Bondy Blog : enfin du nouveau dans les médias !

L'expérience médiatique la plus marquante depuis 2005. Apparaît au moment des émeutes, alors que la presse éprouve de sérieuses difficultés à couvrir l'événement de l'intérieur. Créé par un journaliste suisse, repris par un professeur d'économie de Bondy, puis par un journaliste de Radio-France, le BB connaît un engouement mérité, reconnu par les médias et le public comme novateur, apportant le regard frais des habitants notamment sur l'actualité des quartiers, avec une vision « de proximité ». Surtout, le BB est un « pure player », 100% web. Fort de ce succès, s'ouvre une « école du Blog », pour préparer les jeunes des quartiers aux concours d'entrée dans les écoles de journalisme (avec l'ESJ-Lille). D'autres blogs géographiques ou thématiques apparaissent dans la foulée : Marseille Bondy Blog, Lyon Bondy Blog, Dakar Bondy Blog, Business Bondy Blog etc. Hébergé d'abord par le site internet de 20 Minutes, puis par celui de Yahoo, le BB est proche de la nouvelle direction du Monde. Enfin, il obtient, suprême consécration, une émission sur LCP.

ER

## Ressources Urbaines

Proposer à la presse grand public, aux institutions et aux entreprises des contenus texte, photo, vidéo, sur les quartiers, essentiellement produits par leurs habitants. Afin de créer un autre récit sur ces questions, vu de l'intérieur. Tel est l'objectif de cette agence de presse des quartiers, créée en 2005. Avec des angles, des contacts et des sujets rarement traités ailleurs, le pari est risqué, compte tenu des conditions de production de la presse. C'est pourquoi Ressources Urbaines fonde aussi en 2008 l'association Presse & Cité, afin de fédérer le travail des autres médias implantés dans les banlieues, et de le valoriser auprès des institutions et de la presse. Peut-être un jour celle-ci verra dans ces journalistes du bitume des correspondants de valeur avec lesquels travailler...

ER



## Fansfoot, un réseau pour les supporters

Il y a plus de deux milliards de supporters de foot dans le monde. Un chiffre qui a su titiller l'esprit d'initiative de Lamine Djaziri. Cet entrepreneur, commercial dans l'informatique, a créé Fansfoot, une sorte de Facebook pour les fans du ballon rond. Du haut de ses 40 ans qui donnent volontiers du « capital-risqueur », du « business développement » et du « business re-egenirng », Lamine Djaziri est un inconditionnel du foot. Le principe est simple, explique-t-il : « On arrête de parler de Messi ou Ronaldo. On va parler des autres stars, celles qui sont dans les tribunes ! Je tourne ma caméra vers les tribunes. Il y a des ambiances, des chants, des animations extraordinaires. Comment faire pour voir, en un coup d'oeil, tout ce qui se passe dans le monde, question supporter ? Avec Fansfoot, on se retrouve et on partage cela dans un même lieu » Le projet est dans sa phase d'amorce, mais avec un potentiel de 10 000 clubs de supporters à travers le monde, Fansfoot compte bien asseoir sa légitimité. A commencer par... l'Indonésie : « Ma première communauté se situe dans la région de Malang, avec un groupe de supporters qui s'appelle Aremania ! », lance fièrement Lamine Djaziri.

Chloé Juhel

Ecouter la suite sur : [www.presseetcite.info/c006](http://www.presseetcite.info/c006)





# « Il faut convertir les musulmans à l'engagement social ! »

Les quartiers ont produit beaucoup de ténors qui ragent de leurs difficultés mais ne lâchent rien. Abdelaziz Chaambi en est un. Morad Aggoun, Tarek Kawtari aussi. La cinquantaine active, ils n'ont pas leur langue dans leur poche. Petit coup de projecteur sur quelques coups de gueule salutaires : leur parole, sur l'islam et l'islamophobie, sur le rôle des éducateurs ou sur l'action sociale sont loin des clichés qu'on peut avoir sur les habitants des quartiers.



## « Quand on fait une conférence sur l'islam, les salles sont bondées. »

« Le militantisme, on rame ! Mais j'vais te dire, il y a un potentiel, c'est une mine d'or ! Mais il faut le convertir ! Je pèse mes mots : il y a des gens, tu leur dis : « *Il y a une réunion une fois par mois, tu viens deux heures* », ils disent : « *Tu comprends, j'ai pas le temps* », et pourtant ils ont rendez-vous cinq fois par jour : ils se lèvent, qu'il fasse froid, qu'il vente, qu'il pleuve : ils vont à la mosquée ! Le vendredi, on se prie les uns sur les autres, moi je prie dans la rue à Lyon ! Ils arrivent à être ponctuels, respectueux de l'engagement, du contrat... Il faut convertir les musulmans ! Aux droits, à la lutte, à l'engagement social ! (...) Jaurès a dit : « *réglons la question religieuse pour mettre sur le tapis la question sociale* ». Sarkozy a fait l'inverse : « *attisons la haine religieuse pour mettre la question sociale sous le tapis* » ! Je dis aux musulmans : « *sortez de vos mosquées pour vous convertir aux luttes sociales, pour les droits, l'égalité de traitement !* » Un verset du Coran a dit : « *Dieu n'a pas besoin de nos prières, mais de nos actions !* » Les mosquées sont remplies, quand on fait une conférence sur l'islam, les salles sont bondées, le mec il paie 5 euros, 10 euros... On marche sur la tête ! Il y a une régression sur le plan des luttes. Moi, j'ai commencé en 76 contre le racisme, c'était « *sale arabe* », « *sale bougnoule* », « *raton* », machin... Je pensais que c'était passager, des relents de la guerre d'Algérie. Mais la cible, maintenant, elle est élargie, c'est les Noirs, les Arabes, les Roms, les Musulmans... On régresse. Et en même temps, les 4, 5 ou 7 millions de musulmans, au lieu de s'investir dans la société pour leur bien et le bien des autres, il y a un repli communautaire. Moi je remplace un imam dans la région lyonnaise, il y a des enfants de 9 à 13 ans, ils sont 70 ou 80, ils disent : « *je suis Musulman, je suis Algérien, Tunisien, je suis Malien* », aucun ne dit « *je suis Français* » ! Depuis trente ans, on s'est battu pour dire « *On est chez nous !* » Ma confession musulmane, juive ou catholique c'est pas ton problème, on est Français ! On a créé une société clivée. »

**Abdelaziz Chaambi (Comité contre le racisme et l'islamophobie, Lyon)**  
Propos recueillis par COUAC / P&C



## « Qu'est-ce qu'ils ont fait quand on était avec les Contis ? »

« Les musulmans flipent ! Je rigole ! Ils l'ont cherché ! Et encore, ça pourrait aller plus loin ! L'histoire de France est jalonnée de pogroms d'Italiens, de Juifs ! On a une expertise en la matière, en France ! Mais vous, les musulmans, en tant que citoyens de ce pays, qu'est-ce que vous avez fait pour que ça change, et pour aider les autres ? Certains croient que parce que tu fumes, tu bois, t'es koufar [« *mécréant* », NDLR] Mais quoi ? Toi t'es descendu du ventre de ta mère avec un tapis de prière peut-être ? Même les plus grands des grands, ils ont des casseroles derrière ! Des citernes mêmes ! Quand il s'agit des usines qui ferment, et desquelles leurs propres parents sont exclus, dans la sidérurgie, dans l'automobile, à Michelin... à Clermont... qu'est-ce qu'ils ont fait quand on était avec les Contis ? On les voit jamais dans les luttes sociales ! Par contre, pour ramasser pour les mosquées... Le Prophète serait ici, il serait mécontent de cette communauté ! Ce discours, on ne veut pas l'entendre dans les mosquées ! Un jour un mec vient me voir, un Turc qui dit, « *Mes frères, on a un grand projet de 4000 m2, 5 millions d'euros, on en a 4, il en manque un* ». ... J'ai halluciné ! Avec le FSQP, on demande juste 100 000 euros, et on te fait une révolution ! »

**Abdelaziz Chaambi (Comité contre le racisme et l'islamophobie, Lyon)**  
Propos recueillis par COUAC / P&C



## « Le lien social, c'est parler, pas rentrer dans un dispositif. »

« Avant, les éducateurs, ils devaient habiter sur le territoire, pour être au plus près du tissu social. Les gens, il faut qu'ils s'auto-approprient. Aujourd'hui, ils vont dans des instituts, il ne faut plus qu'ils habitent sur le territoire... travailler avec les plus bordéliques, c'est plus compliqué, il faut plus de temps, ça ne marche pas toujours, ou il va falloir dix actions pour que ça marche, et comme on est dans une culture du chiffre. Du coup, ils sont perçus comme des prestataires par les jeunes, pour obtenir des chantiers, des stages. C'est plus comme avec nous, un mec avec qui tu pouvais discuter, qui t'écoutait, même s'il ne te donne rien. Il créait des débats. Ce qu'il manque, c'est l'arbre à palabre ! Le lien social, c'est parler, pas rentrer dans un dispositif fait par un énarque à Paris. »

**Morad Aggoun (Valeurs des quartiers, Vaulx-en-Velin)**  
Propos recueillis par COUAC / P&C

## « On accepte la misère d'ici et on espère pour l'au-delà. »

« A l'intérieur des quartiers, il y a des choix à faire : 1 million pour une mosquée, je respecte la religion, mais c'est un choix : OK, on accepte la misère d'ici et on espère pour l'au-delà. Si la population veut ça, OK, mais il faut en parler, parce que sinon, c'est le populisme qui l'emportera, et le business, « *c'est tous des magouilleurs* ». Mais qu'est-ce que tu fais toi pour tes frères, le quartier etc. ? »

**Tarek Kawtari (FSQP) - Propos recueillis par COUAC / P&C**

## Double peine

« Le terme de double peine, la première fois que je l'ai entendu, c'est chez un petit groupe de gens qui se réunissait à la cité ; c'est devenu une expression qui s'est vulgarisée. Même dans le foot, si tu rates un corner et un penalty, on parle de double peine, il faut remercier ceux qui l'ont inventé. »

**Rachid - Propos recueillis par COUAC / P&C**



# La Reynerie, Tabar... :

**Zebda ironisait en chantant la ville « pas toujours aussi rose » dans les années 90. Il n'y a pas besoin d'aller bien loin pour voir l'autre visage d'une ville jeune, dynamique, mais clivée, comme le rapportait déjà un ouvrage publié en 2000, « La fracture toulousaine »\*. Reportage dans deux cités qui se relèvent diversement du trauma de l'explosion d'AZF, en 2001, La Reynerie et Tabar. Un drame sans doute plus révélateur d'un sentiment d'exclusion des habitants que d'une complète destruction de leur lieu de vie. Et malgré tout, lorsqu'on s'échine à tenter de comprendre les projets urbains, l'aménagement, les cités et leur histoire, la conversation dévie invariablement sur l'humain, l'ennui, le vide, les envies, les rêves, les liens, mêmes difficiles.**

**L**a Reynerie, un peu moins de 10 000 habitants, à une poignée de stations du Capitole, est une cité qui semble en suspens depuis des décennies, sans avoir trop profité du boom économique des hautes technologies qui ont fait décoller la ville après l'arrivée de EADS et du CNES notamment. Des petites cités bordent un paisible lac artificiel, copropriétés d'un côté, HLM de l'autre. Un mini centre commercial où les épiciers ont baissé le rideau pour sortir leurs étals dehors, des grappes de jeunes qui tiennent les murs, ou siègent depuis des années au volant de leur voiture à l'arrêt. Et puis derrière, des barres d'immeubles, dont certaines vont être éventrées par des projets de rénovation urbaine. Pour mieux laisser passer la police, assurent certains : Messenger, Satie...

## Maison de l'image et des rumeurs

Mais ce qui provoque la plupart des discussions, au ton suspicieux, ce sont les monticules de terre fraîchement retournée qui s'accumulent au milieu de la cité : préfiguration de la construction de la Maison de l'image. Avec le photographe Reza pour l'inauguration et l'animation d'ateliers photo. Difficile de croire que l'inauguration soit déjà prévue alors que les travaux ont à peine commencé, mais les rumeurs les plus variées échauffent déjà les esprits sur les prix de ce travail, sans qu'on sache trop s'il s'agit d'une expo, d'ateliers... 30 000 euros évoqués par-ci, 250 000 par-là... qui dit mieux ? A la mairie on précise : « Reza a plusieurs projets avec Toulouse, certains déjà en cours. Les sommes qu'il évoque sur son blog et attisent les rumeurs mêlent tout cela. Quant à la maison de l'image, on ne sait même pas quand elle va ouvrir ! Après 2014, sûrement. ».

## « Je vis au quartier, je meurs au quartier »

Au début des conversations, c'est un mélange de fatalisme et de colère qui s'exprime. Mais aussi une vraie soif de voir du neuf. A peine arrive-t-on à la cafeteria de Nabil, une roulotte et dix chaises plus un barnum pour les jours de pluie, que le tôlier met de côté ses kebabs-frites pour se précipiter sur le Journal officiel des banlieues, au regret tout de même que ce ne soit pas Paris-Match. Il sort de son camion et va s'asseoir, se plongeant pendant de longues minutes dans la lecture du canard. Son pote Jaoued Sofi, de l'association Ambition Jeunesse, passe des coups de fil et serre les mains, distribue conseils en matière de boulot, et adresse mails pour envoi de CV. Il est dégoûté. En Master 2 de Management des entreprises, au chômage après quelques interims et contrats en CAE (Contrats d'accompagnement dans l'emploi), il manage actuellement plutôt les poignées de chômeurs qu'il croise toute la journée. Son association a eu la bonne idée de monter des rencontres sportives entre jeunes des quartiers et équipes d'entreprises : « C'est de la médiation sportive. On se disait : pourquoi on joue toujours contre nous et pas d'autres gens de l'extérieur ? Après, en plus, certains jeunes ne veulent plus travailler hors de leur quartier. L'extérieur leur fait peur du fait de tout ce qu'ils vivent. Je vis au quartier, je meurs au quartier.

*On a donc monté une équipe foot-entreprise, avec notamment des jeunes diplômés au chômage. Ces rencontres avec d'autres équipes, menées suite à un partenariat avec un petit snack de Papus, le Royal King, nous ont permis de faire embaucher quelques CDD, de trouver quelques postes en intérim... » Il n'y a pas de petite victoire qui ne mérite d'être célébrée, dans un contexte aussi précaire.*

Croit-il en la rénovation urbaine ? En la mixité ? « Faire venir des gens d'ailleurs, ça ne marchera pas. Ils veulent faire une cité pour les étudiants [on est juste à côté de la fac du Mirail, 23 000 étudiants, NDLR], il y aura des vols. Reloger des gens ailleurs, ça ne marchera pas non plus : certains étaient partis à Ramonville [une cité voisine plus pavillonnaire, NDLR], ils sont revenus : ils n'ont pas trouvé la sociabilité d'ici, il y a une différence de culture ».

## « Le foot, ça structurerait »

Car la sociabilité existe bien. Ganneviève Bourrousse en témoigne. Cette douce retraitée à la jeunesse difficile, religieuse en terre de mission (mission impossible ?) habite tout en haut d'une des barres de La Reynerie. Elle s'occupe du local de la CNL (Confédération Nationale du Logement), mais tente surtout de gérer toutes les petites misères des familles du quartier avec une foi qui n'a pas peur de remplir le tonneau des Danaïdes, y compris ce jour-là pour reconforter une mère et son fils suite à une rixe avec une autre famille. « On a organisé une fête de quartier au pied de l'immeuble, il y avait 250 personnes. Il n'y a même pas de maison de quartier ! La mairie pense qu'il

*Ils pourraient quand même aider à monter des équipes de foot pour les gosses, pour qu'ils aillent ailleurs.*

*faut des gens plus costauds pour gérer ça et ne les trouve pas, ils cherchent des gens qui ont un idéal, et un projet... Mais ils pourraient quand même aider à monter des équipes de foot pour les gosses, pour qu'ils aillent ailleurs. Ça les structurerait ».*

## Une croisière dans l'humanité

Des groupes de parole ont été mis en place avec les habitants et des travailleurs sociaux. « Mais il y a une gêne à parler. En plus, au début, les gens pensaient que de faire des réunions donnerait des avantages immédiats. Avec l'ancienne municipalité, c'est eux qui décidaient de tout. Mais c'est vrai qu'avec le bailleur, ça se passe bien. Ils tiennent compte des rapports que je leur fait trois fois par an pour dire ce qu'il y a à améliorer. » Geneviève est

\*La fracture Toulousaine, François Simon & Jean-Paul Fonvieille - Edition G.I.

## « Comment voulez-vous qu'il me sorte de la précarité ? »

« Les adultes-relais, des CAE [Contrats d'accompagnement à l'emploi, NDLR], comment voulez-vous qu'ils aident des gens qui sont dans la précarité, une fois qu'ils ont passé les trois ans, il faut qu'on passe à d'autres. Comment voulez-vous que le mec qui est dans le bureau et avec qui je parle, il me sorte de la précarité, me trouve du travail, alors que lui il arrive pas à finir les fins de mois ?! »

**Jaoued Sofi (Ambition jeunesse) - Propos recueillis par COUAC / P&C**

Fred Orcuño

Fred Orcuño

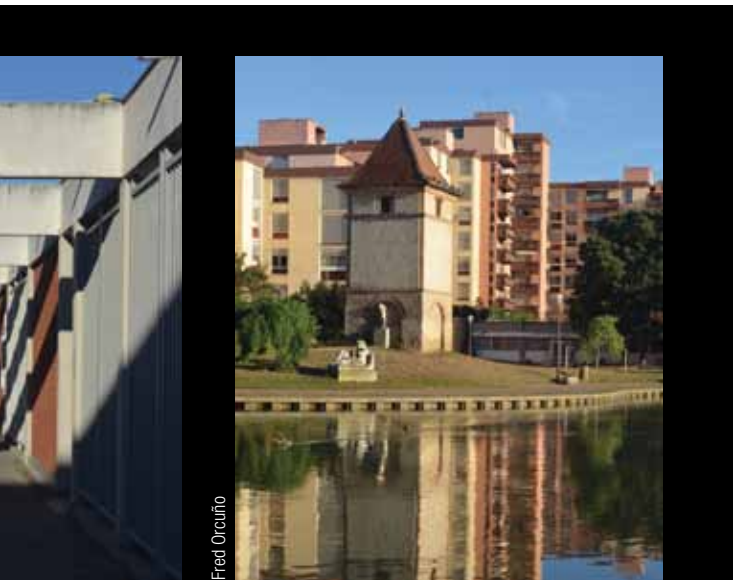
Fred Orcuño

Fred Orcuño

Brigitte Lembelle



# l'autre Toulouse



Fred Orcullo



sceptique tant sur les projets de rénovation (« *Les nouvelles constructions, c'est du papier à cigarette. Ici, à Satie, on refait tout, dans 25 ans, ça sera par terre.* »), que sur la mixité (« *Les copropriétés mélangées aux locataires, ça ne marche pas, surtout quand les premiers ne sont pas riches, et repoussent toujours les travaux à effectuer. A Messager, la mairie essaie de racheter les copropriétés pour faire avancer les travaux...* ») Alors ? Que faire ? Continuer à se bagarrer pour les petits riens

**Le lien social n'existe pratiquement plus. Il y a eu un changement de personnalité, une méfiance générale de tous contre tous.**

qui font vivre, malgré les difficultés. Ne pas renoncer. « *C'est sûr que je passe une retraite active ici, sourie Genneviève. Mais ça me coûte moins cher que de partir en croisière sur des yachts ! Ici, je fais une croisière dans l'humanité...* »

**« AZF ? Jamais je n'ai eu aussi peur »**

Et puis il y a Tabar. Un petit labyrinthe de barres basses (trois, quatre étages pour la plupart), avec des voies d'accès qui serpentent entre elles comme pour mieux perdre le voyageur qui du coup ne risque pas de se hasarder par là, alors qu'à côté, de plus riants quartiers comme Papus, à côté de Bagatelle, jouxtent et servent de villégiature à des cadres moyens. Tabar, c'est un peu Berlin avant la chute du mur. Et pourtant les murs ont tremblé en 2001, avec AZF : « *J'étais gardien d'immeuble à Empalot au moment de l'explosion. Ma vieille BMW a fait un bond d'un mètre ! Des bombes qui explosent, des balles qui sifflent, j'en ai entendu ! Mais jamais je n'ai eu aussi peur. Je ne suis pas sorti de chez moi pendant une semaine...* » L'homme qui parle est un phénomène rare, un film, une pièce de théâtre, un sketch, une star dans le quartier. Le boss du quartier même. « Dédé ». André Wittouck. Un ancien légionnaire, d'origine anglo-belge. Un vieux gars râblé, le visage buriné, toujours rieur et mordant, le gars à qui on la fait pas.

**La chapelle mexicaine de Tabar**

Il s'active au milieu d'une ribambelle d'enfants et de quelques acolytes, artistes entre deux âges, l'une, Brigitte, peintre de motifs muraux ambiance Chiapas ou locale, l'autre guitariste jamais à court de classiques de la chanson française, Moulai. Depuis 47 ans, Dédé règne sur quelques arpents au coeur de la cité, enclave encerclée comme à Fort Alamo (ou Camerone), dernier des Mohicans d'une vie qui n'existe plus que dans ses souvenirs, avec pour ultimes centres de résistance et d'activisme : une minuscule « chapelle mexicaine » (c'est son nom), plantée d'un drapeau Bleu-Blanc-Rouge à son sommet, de trois pieds de tomate et melons qui résistent eux aussi à ses pieds, ainsi qu'un

city stade où s'égayent quelques ados (« *Ça a apporté une bouffée d'oxygène. Ils respectent le lieu d'ailleurs* »). C'est là que le coeur de la cité bat. Dédé est connu comme le loup blanc, et semble d'une certaine manière respecté par tous, y compris ceux qui businessent juste de l'autre côté des barres. Chacun son territoire, et les vaches sont bien gardées... « *Il faisait bon vivre, au début ici. Le terrain de foot, de pétanque...* »

**« L'argent restera toujours chez les riches »**

On est juste sous un couloir aérien, et à côté de la rocade toulousaine. La conversation est ponctuée de décollages et d'atterrissages. « *Quand ils lâchent le kerozen avant d'atterrir, ça tombe ici... Et la rocade, c'est toute la journée. Imaginez : il y a sept ans, Tabar n'existait pas sur les plans de Toulouse. C'était une cité fantôme...* » Un voisin apporte un courrier à Dédé. Il ouvre : une invitation pour le onzième « anniversaire » d'AZF. « *J'irai. J'y vais chaque année. Pour les morts, et pour les procès. Mais l'argent restera toujours chez les riches* ». Les morts furent au nombre de trente. Beaucoup d'autres ne s'en sont que difficilement remis. François Grelier, de la cité du Parc à la Reynerie, par exemple, qui a lutté pendant plusieurs jours entre la vie et la mort, et puis a d'une certaine manière provisoirement ressuscité dans la lutte menée avec son « Comité des sans fenêtres » (voir page 18). Mais il reste des séquelles. François Grelier est encore régulièrement hospitalisé, en soins intensifs en ce mois de septembre. C'est lui qui a porté ce combat inégal à bout de bras, face à Total (propriétaire d'AZF) et à la mairie d'alors, de Droite, qui protégeait le groupe... contre ses administrés des quartiers populaires, leur semblait-il...

« *J'étais parti du quartier pendant dix ans, je suis revenu. Trois jours après, il y a eu AZF. On m'a traité de corbeau !* », raconte, mi-rigolard, mi-amer, André Wittouck. « *On nous a cantonné pendant des semaines de l'autre côté de la rocade, au milieu des lapins et des serpents. La population s'en est trouvée endormie, endolorie. Le lien social n'existe pratiquement plus. Il y a eu un changement de personnalité, une méfiance générale de tous contre tous. J'ai essayé de la réveiller par la musique, j'étais forain. Je fais du cinéma en plein air, il y a eu 500 personnes une fois, des marchés de nuit, des vides-grenier. Ça, ça marche : il n'y a aucun commerce de proximité, et à Papus, les prix sont beaucoup plus élevés que dans les grandes surfaces. Ici, il y a beaucoup de retraités et de familles mono-parentales. Et pas de travail.* » Un boulot de Romain, le tout avec 2000 euros de la mairie. Du coup, parfois, l'ancien légionnaire, ancien de la DAS, ancien révolutionnaire (tendance LCR de l'époque où il fallait savoir cogner), est fatigué : « *Je suis dans l'associatif depuis longtemps. Ça marchait mieux dans la Légion ! Mais ça m'a donné une autorité. Parce qu'ici, c'est la loi du Talion. Il faut des fois ouvrir la boîte à claques !* » raconte Dédé, soudain gourmand.

**Erwan Ruty**



## Succès mitigé suite à la mobilisation pour la mort d'Habib

« En 98, après la mort d'Habib, tué d'une balle dans le dos, toute la jeunesse du quartier s'est battue, il a fallu 1000 flics, pendant 15 jours, pour calmer le jeu. Une association s'est formée autour des jeunes, aidée par les syndicats, les féministes, les locataires, bref, la gauche sociale. Plus de 300 personnes, au cours d'une assemblée générale des habitants, sont venues échanger dans la salle de sport. Les jeunes gueulaient : « *On veut du boulot, pas des balles dans le dos* ». Il y a eu un défilé de La Reynerie jusqu'au Capitole avec 1500 personnes dans la rue, trois mois plus tard. C'est le ciment des gauches sociales qui a initié ça. La réponse de l'Etat a été : « *On détruit des immeubles* ». Comme par hasard, le premier immeuble qui tombe, c'est celui où l'association de ces jeunes-là se rassemblait. Mais il y a aussi eu une résistance, une votation, il y a deux ans, dans un immeuble qui a refusé que son immeuble soit détruit au profit d'un boulevard urbain. La municipalité a reculé, et l'immeuble est toujours là... mais n'est pas rénové. On n'a pas réussi à ce que les habitants se prennent en main pour aller jusqu'à cette rénovation... avec qui je fais, à qui je peux tendre la main maintenant pour faire ça ? »

**Jean-Marc Izrine (militant de la gauche sociale à La Reynerie)**

**Propos recueillis par COUAC / P&C**



# Logement : ceux qui ne lâchent rien.

**Le logement, c'est souvent des projets énormes sur lesquels les habitants ont du mal à se mobiliser : l'expertise technique déployée par toutes sortes de cabinets conseil, de spécialistes de l'urbanisme et d'architectes patentés est en général incompréhensible pour le commun des mortels. C'est parfois à se demander si cette complexité n'est pas voulue, pour écarter les premiers concernés, qui n'ont souvent ni le temps, ni la formation pour suivre ces débats harassants et abstraits. Pourtant, parfois, un grain de sable se glisse dans la machine. Et en grippe la mécanique : les habitants s'imposent, et changent le pesant cours des projets, le fil des événements. Témoignages.**

## **Contre la résidentialisation : « nous avons réussi à faire plier la mairie ! »**

**Paolo (Collectif place du Morvan-Bagatelle, Toulouse)**

« Ce projet devait nous mettre en sécurité, c'était 2006, quelques mois après les émeutes, et Patrimoine\* avait édité une plaquette qui disait : « pour vous permettre d'avoir vos voitures et vous même en sécurité, nous allons vous mettre des grilles ». Dans le bâtiment où j'habite, qui doit être « résidentialisé », il faut savoir qu'il y a déjà deux portes d'accès ; donc ils nous ont mis une troisième porte pour nous mettre en sécurité totale, là on était blindés ! Lors de la présentation du projet, nous étions quelques locataires dans la salle, nous nous sommes levés et nous avons dit que nous n'étions pas d'accord là-dessus. Nous nous sommes organisés en un comité : le comité des résidents de la place du Morvan. Deux années de lutte pendant lesquelles nous avons fait des pétitions, des réunions... Après de nombreuses démarches auprès de la mairie nous avons réussi à faire plier, à faire arrêter ce projet avec ces grilles qui nous donnaient l'impression que nous étions en danger. »

## **« Le Grand projet de ville à Toulouse a fauché de plein fouet le quartier de Bagatelle. »**

**Brigitte (Collectif place du Morvan-Bagatelle, Toulouse)**

« Paolo, permets-moi de te dire que tu t'es planté gravement ! Nous n'avons pas lutté pendant deux ans, mais de 2005 jusqu'à ce que la place soit faite, c'est-à-dire 2010. On n'a pas lâché le morceau pendant plus de quatre ans et on est sans arrêt revenu à l'attaque avec des rendez-vous auprès des bailleurs en leur indiquant précisément ce que nous désirions. Le Grand projet de ville à Toulouse a fauché de plein fouet le quartier de Bagatelle. Tout le quartier a subi deux tiers de démolition. En tout, on n'est pas loin de 400 familles autour de la place, sur 400 familles, si on est arrivé à être 10 dans ce comité de résidents, c'est bien le grand maximum ! Nous avons une population de gens de plus de 80 ans, ce qui explique aussi le manque d'implication de ces gens-là... »

## **« On ne nous a pas relogés ! On s'est démerdé comme on a pu. »**

**Jean-François Grelier (Cité du Parc, Toulouse)**

« Le 21 septembre 2001, l'explosion de l'usine AZF, le quart de la ville a été dévasté, moi je me suis retrouvé à l'hôpital, entre la vie et la mort. L'essentiel de la protestation s'est organisé autour de la question du risque industriel avec le collectif « Plus jamais ça », né au lendemain de l'explosion. La ville a interdit d'habitation le bâtiment où j'étais, on s'est retrouvé plus d'une centaine de familles dans des hébergements provisoires. Ce qui a été décidé, c'est que chaque sinistré devait monter un

dossier pour signer un accord à l'amiable avec Total. Et ça nous paraissait injuste parce que tous les sinistrés n'avaient pas du tout les mêmes capacités ou compétences pour défendre son dossier en face des professionnels de Total. On s'est employé à construire un mouvement. Ça nous a pris 50 jours. On a appelé à une assemblée générale et là, on a



AZF et ses environs...

vu à notre grande surprise 200 employés de mairie, de droite à l'époque, arriver et complètement saboter notre première réunion. 50 jours après l'explosion, on a réussi à faire une grosse réunion. C'est d'ailleurs « les Motivés » qui nous ont prêté le chapiteau, et donc on a eu près de 1000 personnes. On a pu affirmer à l'opinion que, certes, il y avait un problème de risque industriel et qu'il fallait une bonne loi pour que ça ne se reproduise plus, mon œil, mais qu'il y avait aussi 50 000 personnes qui étaient à la rue, qui n'avaient plus de fenêtres. A partir de là, le comité est né et a vécu pendant un an. C'est grâce à nous qu'a été posé gratuitement le fameux « provisoire durable » pour les sinistrés. Ensuite on a obtenu que les sur-facturations de gaz et de chauffage nous soient remboursées. Je

le dis ici, on ne nous a pas relogés ! On s'est démerdé comme on a pu. C'étaient des habitants, j'étais le seul militant politisé d'avant l'explosion de l'usine AZF. Entre nous sont restés des liens très très forts. »

## **« Si on comptait que sur leur bon vouloir, il se passerait pas grand chose. Il faut toujours les embêter ! »**

**Khalid El Hout (Petit-Bard, Montpellier)**

« En juillet 2004, suite à un incendie dans une cage d'escalier, une personne a trouvé la mort : Houcine El Ouamari. Il y a eu une forte mobilisation qui a duré plus de 40 jours, la première revendication des habitants était le respect de la mémoire du mort, et le relogement de la cage d'escalier sinistrée par l'incendie. Pendant 40 jours ils ont occupé un gymnase, personne n'est venu les voir. Cette lutte a été menée par des anciens, à l'image des chibanis sur Toulouse pour les droits sociaux. Ils se sont invités à plusieurs conseils municipaux, ils ont bloqué le Tour de France etc... Au bout de 15 jours, une délégation de ces habitants a été reçue au ministère du Logement, sous monsieur Marc-Philippe Daubresse. 15 jours après, le ministre en personne descendait sur le quartier. 2005, une première convention de rénovation urbaine est signée. Les pouvoirs publics locaux mettent en place une espèce de comité de pilotage aménageur qui ressemble un peu à... rien, qui était censé gérer l'opération de rénovation urbaine dans son ensemble. Au bout de deux ans, Georges Frêche, l'ancien maire et l'ancien tout de Montpellier, a décidé de le bazarder en disant que le Groupement d'intérêt économique ne sert à rien. Ça a coûté plus de 2 millions d'euros. En 2008, ils ont même pas tombé deux cages d'escalier sur la barre. Un nouvel incendie s'est propagé dans le même bâtiment en 2010, les familles, par rapport au précédent incendie de 2004, ont été terrorisées, donc elles sont parties occuper l'aménageur (un grand local de 200m<sup>2</sup> qui abrite une société d'économie mixte qui gère la rénovation urbaine du quartier). Les autorités croyaient que ça allait durer une semaine, ça a duré un mois et demi. On a eu des articles sur les médias locaux et nationaux, il y a eu des articles sur Libération etc... et, en l'espace de trois mois, les bailleurs sociaux ont relogé 27 familles. Depuis 2004, il y a un rapport de force qui s'est établi. Les habitants s'invitent en mairie, sont reçus par le cabinet, par le maire en personne. Si on comptait que sur leur bon vouloir, il se passerait pas grand chose. On est dans une dynamique où il faut toujours les embêter, les emmerder ! »

**Propos recueillis par COUAC / P&C**

\*Patrimoine SA développe une offre de logements en locatif ou en accession à la propriété.

## **Les limites de l'associatif**

« Une association où les gens parlent, c'est aussi important qu'une grande action. Mais on s'est vite rendu compte des limites de l'associatif. On a créé un parti, Le choix vaudais, pour mettre les pieds dans le plat. On a fait 8%. On pensait que la sympathie se traduirait en votes. On était un peu farfelus ! La politique, c'est un rapport de force : combien tu pèses ? Je te donne tant... Y'a pas de copain ! (...) Depuis 5, 6 ans, c'est la mode de la diversité. Ils ont obtenu des places pour ça. Nous on a toujours revendiqué : il faut que vous preniez les gens parce qu'il bougent. Je vais pas voter pour Khemissi parce qu'il a la même tête que moi ! On n'est pas dans ce délire communautaire ! On vote pour des gens qui ont des idées. »

**Morad Aggoun (Valeurs des quartiers, Vaulx-en-Velin) - Propos recueillis par COUAC / P&C**

## **Discriminations**

« Il y a deux types de problèmes : l'égalité des chances, et les discriminations (...) Mais quand on parle de discrimination, vers qui on se dirige, à part son père et sa mère ?! SOS Racisme, je ne les vois qu'au niveau national, ou sur les boîtes de nuit. Mais pas à l'emploi... A force de subir ça, il y a une discrimination territoriale. On s'auto-exclue : des dealers en pied d'immeuble, des vendeurs de gâteaux et de tomates pendant le ramadan pour faire quelques sous... maintenant, la majorité des gens vont à la Banque alimentaire. »

**Jaoued Sofi (Ambition jeunesse) - Propos recueillis par COUAC / P&C**





# Yazid Kherfi, la médiation et le conflit

**A force de ne rentrer dans aucune case, Yazid Kherfi a préféré en construire une, bien à lui. Ainsi est né le métier de « Consultant en prévention urbaine », qui se pratique d'une façon inédite : grâce à la « médiation nomade ». Avec son camion, il va là où l'on a besoin de lui. Après un rapide passage à Amiens, Yazid Kherfi retrouve le Chêne-Pointu, à Clichy-sous-Bois, où il a décidé de s'installer depuis mars dernier. L'ex-taulard, auteur de « Repris de justesse » et aujourd'hui enseignant à l'université de Nanterre, n'a qu'une idée en tête : provoquer des rencontres là où l'on ne se parle plus.**



**Qu'est-ce-que ça veut dire être « consultant en prévention urbaine » sur le terrain ?**

Je me bats pour que, dans les quartiers, il y ait des lieux ouverts le soir pour les jeunes. A part les commissariats, il n'y a rien. Comme les villes sont très réticentes, je viens avec mon camion. J'installe un barnum, je mets un peu de

musique, je sers du café et des gâteaux. J'attends que les habitants viennent vers moi, et là, je leur demande tout simplement « comment ça va ? ».

**Si les habitants ne viennent pas vers vous, il vous arrive d'aller les chercher ?**

Oui. Au départ, les jeunes me prennent souvent pour un policier. Je m'assois avec eux. Lorsque l'on établit un rapport d'égalité et de confiance, le dialogue s'instaure. Ce que j'essaie de leur dire, c'est de croire en eux. Certains me disent « *De toutes façons, je ne cherche plus de travail, je n'en trouverai jamais !* ». Ils sont dans une situation de dépression. Ils préfèrent « faire du business ». Là, je leur redis des vérités : « *Fais du business, tu finiras en prison !* ». Il n'y a pas de délinquant heureux. J'ai fait plusieurs années de prison, je suis moi aussi issu d'un quartier. Moi aussi avant, j'étais comme eux. J'ai changé parce qu'il y a des gens qui m'ont tendu la main. Alors quand je vois ces jeunes, je leur dit : « *Je n'aime pas ce que vous faites mais je vous aime bien, vous !* »

**Comment êtes-vous accueilli dans votre démarche ? Le fait que vous veniez d'un autre quartier ne pose pas problème pour ouvrir le dialogue ?**

Au début, il y a un peu de méfiance mais ensuite les langues se délient. Une fois qu'ils ont parlé, ils vont toujours mieux. Et je ramène d'autres personnes avec moi, des personnes extérieures, des journalistes, des écrivains, des artistes.

**Pourquoi est-il urgent d'ouvrir ces structures d'accueil le soir dans les quartiers ?**

On pratique la politique de l'autruche. Pourquoi toutes les Maisons des Jeunes ont les mêmes horaires que les bureaux de la Sécu ? Les éduca-

teurs rentrent chez eux à 18h. C'est peut-être, au contraire, l'heure à laquelle il faut commencer à travailler ! Quand on regarde les statistiques de la délinquance, de la violence, des suicides, ça se passe la nuit et le week-end. Les acteurs de prévention doivent changer leur façon de travailler !

**A quel endroit pourriez-vous installer ce lieu au Chêne-Pointu ?**

Pour l'instant, je m'en sors avec mon camion mais dès qu'il va commencer à faire froid, ça risque de se compliquer. J'envisage d'ouvrir un container. S'il y a un problème, les pouvoirs publics pourront l'enlever. On pourra l'emménager, y installer un bar sans alcool, une télévision... Les habitants veulent faire les travaux d'aménagement. Mais c'est la ville qui bloque.

**Vous insistez aussi sur le dialogue avec les autres...**

Je travaille sur les rapports entre les jeunes et la police. J'organise des rencontres entre eux. Malheureusement, les policiers désertent souvent ces rendez-vous. Ce que je veux, c'est transformer la violence en conflit. Le conflit signifie que l'on peut discuter avec des gens même si l'on n'est pas d'accord. Dans la violence, il n'y a pas de dialogue. Il faut provoquer des rencontres pour se connaître puis se connaître pour se respecter et enfin se respecter pour vivre ensemble. Le problème, c'est qu'il n'y en a pas beaucoup qui font ce que je fais.

Propos recueillis par Chloé Juhel



## Une victoire dans l'affaire Ajimi

« On a fait des luttes où on n'était pas nombreux, 100, 150, mais ça a porté ses fruits : il y a moins de bavures policières que dans les années 80, à l'époque, les flics, ils vous ramenaient dans un champ, ils vous bombardaient, tu pouvais rien faire... On faisait des matchs de foot dans les villages, les mecs ils nous courraient derrière avec des fourches ! Ça a changé : à Grasse, dans l'affaire Ajimi [décédé en 2008 suite à une interpellation violente de la police à Grasse], les policiers ont été condamnés à du sursis, ils ont été renvoyés de leur travail. Ça a mis quatre ans, mais c'est une victoire ! »

Propos recueillis par COUAC / P&C

@ Ecouter la lecture jouée de « Bavures » sur : <http://couac.org/IQP1-video01>

## « Mobiliser une expertise pour faire face. »

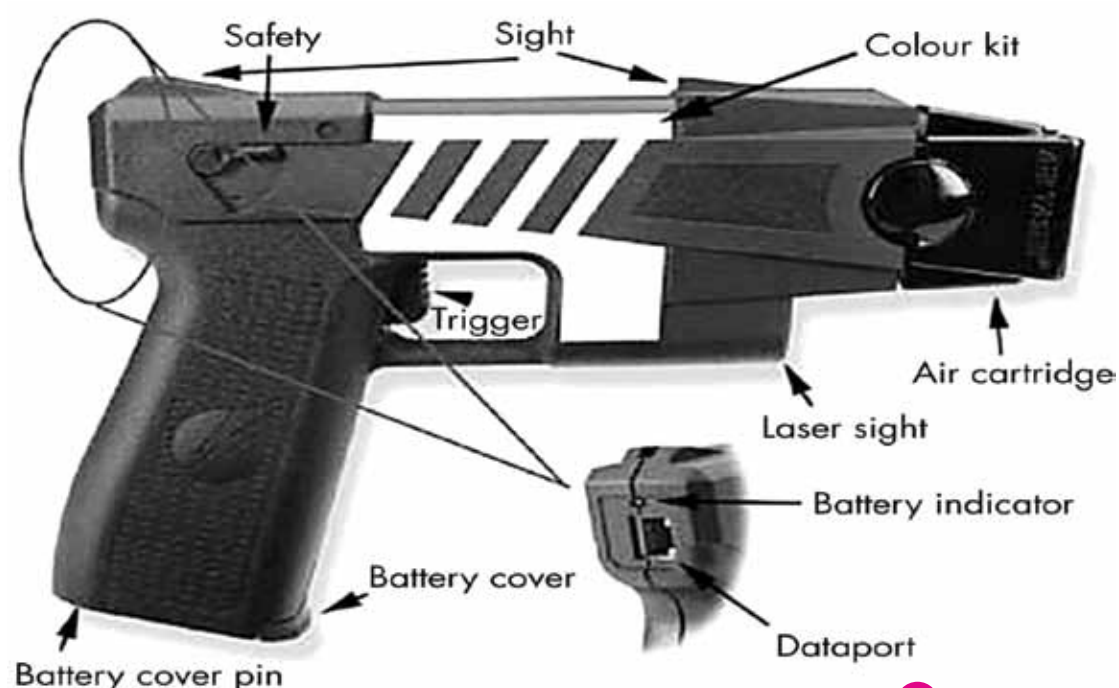
« Il y a un savoir faire qui est acquis, sur cette question des violences policières illégitimes, sur : comment on s'empare de ça ? Car c'est toujours le même processus, des familles qui se constituent en collectif « Justice et vérité », c'est toujours le même type de rapports à l'institution policière. Il faut mettre en place un outil au niveau national, qui permette de réagir, d'aider les familles, de mobiliser une expertise pour faire face... Sans la mobilisation autour de Grasse, il n'y aurait eu ni procès, ni condamnation. »

Salah Amokrane (Tactikollectif, Toulouse) - Propos recueillis par COUAC / P&C

## « On a réussi à faire régulariser 3000 personnes. »

« Notre responsabilité à nous, militants, c'est d'agir dans les centres sociaux, mais aussi dans la rue. On a décidé d'essayer de mettre en place une sorte de fondation sur le thème : « Pas de justice, pas de paix ». Il n'y a pas de cohésion sociale s'il n'y a pas de justice. Quand José Bové a démonté son Mac Do, c'est devenu une affaire nationale. Est-ce qu'on peut faire pareil ? Avec le Comité contre la double peine, on était quatre, et on a réussi, au bout d'un moment, à traiter 4000 dossiers, à faire régulariser 3000 personnes. »

Tarek Kawtari (FSQP) - Propos recueillis par COUAC / P&C



## Raidh : une association contrôle la police

Le Raidh, c'est Amnesty International en plus « punchy ». On a le sens de la formule au Réseau d'Alerte et d'Intervention pour les Droits de l'Homme. Et pour cause : ses membres ont un niveau d'étude Bac + 20. Arnaud Gaillard, le secrétaire général, nous livre son modus operandi, sous le soleil de septembre, assis dans l'herbe d'un square collé à la rue du Temple, à Paris. Il ne rechigne pas à nous livrer les clés de ce qui a fait le succès de la campagne du Raidh contre le Taser en 2006. Evidemment, il faut être malin et savoir jouer avec les medias, mais pas seulement.

Chloé Juhel

@ Ecouter la suite sur : [www.presseetcite.info/c007](http://www.presseetcite.info/c007)

# Concertation : y aller ou pas ?

**Entre associations et institutions, c'est souvent je t'aime, moi non plus. Les premières, le plus souvent financées par les secondes, s'insurgent de leur manque de liberté. Elles rechignent parfois à s'approprier certains projets menés par les pouvoirs publics. Quelques propos attrapés au vol, à Toulouse, auxquels répond la première élue concernée.**



## Nicky Tremblay (Dell'Arte, Toulouse)

« Ca fait quatre ans qu'on demande des espaces de concertation sur la politique de la ville. Il faut quand même que les habitants y aillent. Mais ces Assises, c'est de l'esbroufe. »

## Salah Amokrane (Tactikollectif, Toulouse)

« Le Tactikollectif n'a pas été invité aux Assises, parce qu'il n'a pas de financement par la Politique de la ville ! Les associations culturelles ne peuvent pas y être, les amicales de locataires ne peuvent pas y être, les associations de parents d'élèves ne peuvent pas y être... alors, c'est quoi le sens de ces Assises ? »

## Till, un habitant

« Il faudrait une commande sociale qui vienne des habitants, et une commande publique qui vienne des institutions. Donc, une commande mixte. »

## Zounia Meddour (Quelques unes d'entre nous, le Blanc-Mesnil)

« On veut participer à l'écriture de la commande publique ! Mais à qui va l'argent ? Les habitants ont le droit de demander ça. Sur le quartier des Tilleuls, il y en a plein qui sont arrivés, des vautours, des spécialistes de la subvention publique, et quand j'ai commencé à mettre le nez dans les dossiers, ils mettaient tous en avant le « Collectif des Tilleuls », les « Femmes des Tilleuls », alors que c'est faux ! Ils ne nous ont jamais aidé ! Ce groupe a été utilisé ! C'est des associations d'autres territoires qui ont été aidées ! »

## Pierre Cohen (Maire de Toulouse)

« La commande publique est-elle nécessairement mauvaise ? La seule marge de manœuvre pour s'en sortir, est-ce la résistance ? Venez nous interpeller ! »

## « Il faut repenser la mixité sociale »

**Entretien avec Claude Touchefeu, élue en charge de la Politique de la ville à la mairie de Toulouse. Une municipalité qui a été gouvernée par la droite de 1971 à 2008. Un coup de tonnerre qui, pour l'instant, ne semble pas avoir bouleversé les équilibres et les acquis de manière perceptible, surtout vu des quartiers populaires. Claude Touchefeu, elle-même ancienne élue du canton du Mirail au Conseil Général, et anciennement engagée très à gauche jusque dans les années 90, se penche donc depuis 2008 sur les périphéries de la ville. A la veille de la clôture des troisièmes Assises de la politique de la ville, qui se tiendront à partir du 16 octobre dans cette même ville, elle prépare le terrain pour cette rencontre dont la portée, locale ou nationale, n'est pas encore clairement identifiée.**



### Trois drames ont marqué la ville et ses périphéries : 1998, 2001, 2005...

Toulouse était considérée comme une ville de province qui n'avait pas de gros problèmes. La mort d'Habib en 1998 et les émeutes qui s'en sont suivies ont été une vraie rupture. Plus même qu'AZF (2001), qui n'a pas été vécu de la même manière selon les quartiers, à Empalot ou au Mirail. Même s'il y avait des signes avant-coureurs. A l'intérieur des quartiers, la parole avait du mal à

sortir. On avait du mal à dire de quoi cette colère était le symptôme. Le côté destructeur avait été très fort. De manière différente, les émeutes de 2005 ont aussi été très fortes. Il faut voir qu'il ne s'agit pas de problèmes liés à tel ou tel quartier, mais à toute l'agglomération : c'est une ville qui n'est ni pauvre ni en déclin, et qui croît même démographiquement, mais il y a une fracture sociale. Le premier chantier est donc le logement social et sa répartition, avant même le renouvellement urbain. Il faut repenser la mixité sociale. A Toulouse, il y a peu de politique municipale en matière de social. La Politique de la ville était traditionnellement un ersatz de politique sociale ; par exemple, dans la réussite éducative, l'accompagnement à la scolarité ne se faisait que dans les quartiers en politique de la ville. Il y avait donc un traitement à part. Les pouvoirs publics se délaissaient sur les associations. On a donc du redéployer des programmes municipaux sur l'ensemble de la ville, en matière de santé par exemple. On a raccroché la Politique de la ville à une politique municipale globale. On a aussi renforcé les moyens, plus spécifiquement, sur le lien social ou la jeunesse, en finançant certains clubs sportifs, comme aux Izards. On a aussi retravaillé les Grands projets ville, en essayant de créer un lien entre l'Université du Mirail et la Reynerie.

### Le problème est souvent la participation des habitants à ces projets...

On est plus contents à Empalot, où on a pu faire de la concertation à l'occasion de trois ateliers avec les habitants, avant de définir le cahier des charges du projet urbain. Ils ont mieux pu s'approprier le schéma directeur. La MJC a travaillé avec un groupe de jeunes. Mais sociologiquement, c'est vrai que c'était un public plus Blanc et plus vieux que la moyenne... Place du Morvan aussi [quartier de Bagatelle, NDLR], il y eu de la concertation.

Au Mirail, c'est plus dur, même s'il y a beaucoup de services municipaux localement. A Varèse [un immeuble du Mirail, NDLR], la votation des habitants et de la régie de quartier nous a aidé à changer le projet. Pourtant, on est en régression : la politique de la ville ne peut pas répondre au chômage de masse. La fracture peut être seulement réduite.

### Oui, mais les entreprises locales, souvent positionnées sur les hautes technologies, embauchent-elles dans les quartiers ?

Il faut mobiliser le « droit commun » : la nouvelle politique de la Maison de l'emploi doit être de mettre cela en dynamique. Un développement économique qui ne soit pas séparé selon les quartiers. Par exemple par un pré-recrutement dans les écoles d'infirmière pour le Canceropôle. On a aussi beaucoup développé les clauses d'insertion sur tous les marchés de la Politique de la ville, y compris pour les grandes entreprises : transports (Tisseo), faculté, en particulier...

### Des Assises de la politique de la ville vont avoir lieu : les associations semblent sceptiques sur l'utilité d'y aller...

Ces Assises arrivent à un moment charnière : le gouvernement doit lancer de nouveaux contrats de ville. Les associations y ont leur place : elles se plaignent d'avoir été transformées en prestataires de services. On doit recréer le sentiment que quand on est financé, on doit participer à la définition de la commande publique, pas seulement s'engager dans la mise en œuvre. Seules celles qui disent « on ne veut pas être dans le processus » posent problème. Les discussions qui ont eu lieu avant permettent de ne pas partir de zéro.

Propos recueillis par Erwan Rutu



# Danger Stranger

C'est pas de la langue de bois  
c'est juste la langue du rosbif  
qui tourne sa langue de bœuf  
autour des éperons du coq sportif  
je suis l'invité malpoli  
à la table de la francophonie  
j'veux savoir qu'est-ce qu'on m'a servi  
et je mâchouille vos mots  
je n'ai pas de carte d'identité  
je ne paie même pas d'impôts

Je vis du R.S.A  
et des cours d'anglais au black  
je suis soigné par la CMU  
c'est mon angle d'attaque  
vos dentistes mettent leurs mains gratos  
entre mes dents ingrates  
je mords la main qui me nourrit  
j'ai mangé des tonnes de vos pâtes  
oui ma nourriture s'appelle Panzani  
ma dentiste, Abouzik  
toutes les deux sont françaises  
et les françaises, je les...

...Je les accompagne au cinéma  
elles m'invitent au resto  
je pique dans toutes vos assiettes  
quand je ne pique pas votre boulot  
je suis l'étranger dangereux  
qui met tout le monde en colère  
je menace la France - avec cette différence  
-

c'est que moi, j'ai la peau claire

Je suis l'étranger, stranger, mais  
j'ai pas de problème  
avec mon identité  
je viens d'la Communauté Européenne  
on ne me chasse pas pour mes papiers  
je suis légalement sans  
on m'accepte dans toutes les boîtes de nuit  
malgré mon sale accent  
devant l'école j'aurai pas peur  
que les flics chopent mes enfants  
je suis l'étranger pas trop étrange  
et pourtant...

Je suis hors de danger  
je mets ce que je veux sur ma tête  
dans la rue je suis jamais dérangé  
on me laisse tranquille quand je fais la fête  
si j'en voulais un  
on m'en donnerait sûrement du boulot  
mais je préfère passer mon temps  
à vous faire chier avec vos mots  
j'ai fait les pommes les parkings les usines  
les vergers les vendanges  
les banalités qu'on fait pour manger -  
c'est pas ça qui dérange  
et si tu te demandes ce que  
la jeunesse française devient  
va demander à un barman  
dans un pub londonien

Quand les fonctionnaires lancent leurs  
regards noirs  
je montre patte blanche  
un sandwich et un billet Eurostar  
direct de sous la Manche  
c'est écrit noir sur blanc  
rien ne bouge  
personne peut lever l'encre  
de mon passeport rouge  
et si dedans j'ai les traits pas trop lisses  
plutôt gueule de prison  
pour moi c'est pas la faute à la police  
c'est juste le Photomaton

Jusqu'ici je ne m'étais  
jamais trop demandé  
d'avec quel peuple je devrais  
m'identifier  
j'en ai pas honte, j'en suis pas fier  
c'était juste un coup de chance  
de ne pas venir pas d'outre-mer  
seulement d'outre-manche

Je suis l'étranger, stranger, mais  
j'ai pas de problème  
avec mon identité -  
est-ce que t'as un problème avec la tienne ?

**Luke Askance**

Membre du collectif Enterré sous X

## LES PERSONNALITES PRÉFÉRÉES DES FRANÇAIS!!!

YANNICK NOAH



JAMEL  
DEBOUZZE



OMAR  
SY



MARINE  
LEPEN





# Pourquoi et pour qui les quartiers populaires sont-ils impopulaires ?

On entend trop souvent dire -dans les médias, dans la rue, parmi les militants, à Droite et à Gauche aussi- que plus rien ne mobilise les quartiers populaires, que ces quartiers sont des déserts politiques et culturels, uniquement définis par le négatif ou le manque. Pourtant nous étions nombreux en avril dernier dans l'ex-bibliothèque de Reynerie au Mirail, pour le premier épisode d'Initiative Quartiers Populaires (IQP).

Cela confirme, si nécessaire, le besoin urgent de débat, où les sujets sociaux, culturels et politiques sont abordés du point de vue de la population, et non pas des institutions. Mais la qualité d'IQP confirme surtout la capacité des gens à se mobiliser et à s'organiser pour construire ces espaces de réflexion, de dialogue et de revendication. A l'occasion de ce premier épisode, nous avons donc parlé de discriminations sociales, raciales et culturelles, d'islamophobie, de violences policières, d'histoire coloniale et de ses conséquences profondes, mais aussi des luttes sociales françaises et de la juste place des immigrés dans celles-ci, et de mobilisations victorieuses à l'échelle d'un quartier.

**Mais pourquoi donc des « acteurs culturels »** – certes vite rejoints dans cette démarche collective par d'autres acteurs associatifs et des citoyens habitant les quartiers du Grand Mirail – **ont-ils préparé cette énième Initiative ?** Quel rôle la culture a-t-elle à jouer dans ces mobilisations citoyennes? Le COUAC, Collectif Urgence d'Acteurs Culturels de Toulouse, défend l'idée que les arts et cultures doivent rester des moyens de construction d'une pensée autonome et d'émancipation, donc de remise en cause de l'ordre établi et des pouvoirs. Les artistes et les opérateurs culturels, et sans doute particulièrement ceux qui entendent jouer un rôle dans l'histoire des classes populaires, doivent prendre la responsabilité d'inscrire les réalités des citoyens « d'en bas » dans leurs langages et leurs projets. Nous avons la responsabilité de montrer qu'il est possible et nécessaire de transformer le destin que l'on nous propose, individuellement et pour l'ensemble de la société. Nos outils sont toujours les mêmes : la libération des imaginaires pour dépasser les peurs et construire des utopies, la défense d'espaces d'expression, l'établissement de rapports de réciprocité à l'Autre pour **aller vers une créolisation revendiquée** et valorisée – après que la France a enfin accepté, puis dépassé, son multiculturalisme. Pour que cela ne reste pas que des discours, il faut donc accepter de remettre d'abord en question ses propres fonctionnements et être à l'écoute des besoins, attentes et atouts de cette nouvelle catégorie de « publics » que l'on appelle encore bien maladroitement « les habitants ». Et également se plonger dans l'analyse de ce système qui produit en continu discriminations et injustices sociales. La reconnaissance des pratiques artistiques et culturelles dans toute leur diversité, mais aussi la co-construction de l'offre culturelle dans les quartiers (et ailleurs aussi), ne seraient finalement que la juste application des Droits culturels tels que déjà définis par de nombreux textes internationaux (Déclaration de Fribourg, Unesco, Agenda21 Culture).

## Et après...

Il s'agit bel et bien de revendiquer l'égalité (mise en pratique) des droits sociaux et culturels, donc politiques. Aujourd'hui les pouvoirs publics, et particulièrement les collectivités territoriales, ne peuvent plus ne pas tenir compte de l'expertise de la société civile (citoyens et associations) pour la définition des politiques publiques. C'est cette même société civile qui, encore capable de mobiliser l'opinion publique, doit pouvoir proposer une autre hiérarchie des priorités. Il est donc temps aujourd'hui de tenter d'une part de faire de la politique autrement, et d'autre part que les quartiers populaires deviennent LA priorité politique – et sociétale – des prochaines années, au niveau local et national.

IQP avait aussi pour ambition d'être un temps fort de transmission, puisque nous n'avions pour une fois invité en tribune que des gens qui vivent « ces histoires là » et en tirent une analyse. Les premiers concernés sont trop rarement sollicités malgré l'intérêt évident de **ces témoignages et expertises, qui pourraient être de véritables aides à la décision pour les pouvoirs publics**. Compte-tenu de la richesse des expériences des participants, et de la complexité des questions abordées, ces dernières ne pouvaient pas toutes être traitées en profondeur en un jour et demi. Ce dossier-outil entend donc nourrir d'autres temps de débats publics, à Toulouse et dans toutes les villes où quelqu'un s'en saisira dans une perspective d'Education populaire, pour organiser une parole collective dans le débat public local au sujet des quartiers populaires. Il faut, pour avancer, que les débats aient du fond et s'appuient sur des ressources (la fonction ressource étant par ailleurs une autre des activités centrales du COUAC).

Et après ? Cette question est sans doute la plus intéressante de toutes. Après, il s'agit de poursuivre la dynamique citoyenne enclenchée au niveau local et renforcer les passerelles avec d'autres initiatives ailleurs en France. Après, il s'agit de contribuer à fédérer

les forces vives des quartiers de Toulouse pour pérenniser les échanges, porter collectivement une parole sur des sujets concrets et urgents tels que le logement, l'emploi ou l'éducation dans les quartiers populaires, et exiger la construction d'un véritable dialogue avec les pouvoirs publics. Rejoignez cette dynamique ! Chacun a un rôle à y jouer puisque les problématiques de **ces quartiers ne sont que le miroir grossissant des problématiques sociales d'aujourd'hui et de demain pour la grande majorité des Français**, où qu'ils habitent.

Et puisqu'il s'agissait de l'épisode #1 d'IQP, un deuxième est déjà dans les tuyaux pour la fin de l'année (ou début 2013). Le Couac poursuivra son travail de mise en débat en s'emparant du fameux rapport entre médias et quartiers populaires. De la stigmatisation des jeunes « d'origine maghrébine » au JT de 20h au rôle des radios associatives, journaux de quartier, web TV et autres blogs citoyens, cette question sera évidemment prétexte à toutes les autres, et surtout à celle qui nous tient à cœur : « Pourquoi et pour qui les quartiers populaires sont-ils impopulaires ? » A laquelle on pourrait ajouter : « Et jusqu'à quand ? »  
**Le COUAC**

Cette Initiative est une démarche collective construite sur plusieurs mois, qui part de la commission «culture et quartiers populaires» du COUAC : l'Agit, Dell'Arte, Frontal, KMK, Mix'art Myrys, Music'Halle, Tactikollectif... et d'échanges riches avec Ambition Jeunesse, Le Camion, Circuits Jeunes, Echanges et Savoirs Mémoire Active, Karavan, La Maison de quartier de Bagatelle, J'ouvre l'oeil, Partage Faourette, Pose ta prose, TO7, Vivre à Tabar, Voir et Comprendre...et l'ensemble des participant-e-s aux rencontres publiques depuis 2010.

**Elle n'aurait pas pu avoir lieu sans l'investissement bénévole de :**

Joachim Sanger et Benjamin Nakach (lectures jouées sur proposition de l'Agit «La valse des sigles poliville» et «Bavures ?») • Luke Askance du collectif Enterré sous X, et Saïd Nifeur (spoken word) • Vinz Abadie Hafez du collectif d'artistes autogéré Mix'art Myrys (toile) • Le collectif Tv-Bruits (film «Tout le monde en parle»)\* et l'association ESMA (film «Place du Morvan») • L'association Karavan (expo de témoignages d'habitants d'Empalot extraits du journal «Les Coursives») • Halim Mahmoudi alias SNIF (Arabico, 2009) et VIRAVONG (Blues du Nord, 2012) BDéistes toulousains (caricatures en direct) • Emmanuelle Schies du collectif Tv-Bruits et Marjorie Mirailh du collectif Ciné 2000 (captation et montage) • Tous les bénévoles pour l'installation, la technique, la sécurité, le service du couscous, la vaisselle, etc. • Le Centre d'animation Reynerie pour l'accueil à l'ancienne bibliothèque.

Merci aussi à Leïla Belkacem (Génération spontanées), Samir Baaloudj (Campagne Police Personne ne Bouge), Jérôme Host (Case santé / Collectif Justice et dignité pour les chibanis), Fatima Adda et Amira el Alaoui (Collectif des jeunes du Mirail), Mohamed Mechmache (Ac Le Feu), Klams (Sarrazin), Farid Benfodil (Voir & comprendre), Hamid Tarrabe et Sylviane Becker (Clubs de prévention), Robert Bergougnan (Erasmé), dont nous n'avons pas pu citer les interventions, pour leur participation à ces débats.

\* «Tout le monde en parle» : visible en ligne sur : <http://tvbruits.org/spip.php?article132>



# José Bové :

« Il faut toujours ancrer les luttes dans son histoire, sa culture »

**Le député écologiste au Parlement européen s'est fait connaître du grand public au tournant des années 2000 en luttant contre la malbouffe (Mc Donald's), ou contre les OGM. Mais cela fait plus de quarante ans qu'il promène sa moustache sur bien des luttes, et notamment, dans les années 70, sur les plateaux du Larzac (Aveyron), contre l'extension d'un camp militaire aux dépens des terrains appartenant aux paysans locaux. Une histoire loin des banlieues ? Kilométriquement, oui. Mais en matière de mobilisation, c'est moins sûr... car là aussi, des anonymes, considérés comme peu de chose, ont dû lutter (pacifiquement) contre des institutions infiniment plus fortes qu'eux : l'armée, et donc tout un Etat ! Et ils ont vaincu ! Une histoire à la Astérix contre les Romains qui a duré plus de 10 ans, jour après jour... Une expérience que José Bové relate et compare.**

**Q** u'est-ce qui a lié les 107 familles de paysans aveyronnais pendant aussi longtemps contre bien plus fort qu'elles ?

D'abord, on est sur un territoire précis, comme dans bien des quartiers. Ensuite, il y avait un isolement, là aussi comme on peut l'être dans certains quartiers, ou immeubles. Enfin les paysans ont réagi face à une menace extérieure : l'adversité a rassemblé... Et puis, ils ont créé un dénominateur commun : ils ont fait un serment, celui qu'aucun d'entre eux ne vende sa terre à l'armée. Ça a lié les gens entre eux, entre deux et trois cent personnes. Il y a aussi eu le fait de pouvoir se rencontrer régulièrement : une assemblée générale par semaine. Les gens venaient ou pas, mais toutes les décisions s'y prenaient, collectivement, et uniquement par consensus : pour unifier un groupe, c'est très fort. C'est comme ça qu'on construit une légitimité.

#### Comment une lutte naît ?

Les gens inscrivent leur résistance à partir de leur culture, de leurs habitudes, de leurs pratiques. Pas de l'extérieur. Ainsi, dans le Larzac, le premier lieu de débat s'est constitué autour des aumôniers, des Chrétiens en monde rural [un mouvement d'éducation populaire alors actif dans les campagnes, NDLR]. Ces chrétiens disaient : « Il est légitime de dire non au nom de notre foi, même à un projet mené par l'Etat ». A la fin de la grève de la faim de Lanza del Vasto [l'un des soutiens à cette lutte, philosophe chré-

tien s'inspirant de Gandhi, NDLR], les évêques de Rodez et de Montpellier sont venus jeûner. Il faut toujours ancrer les luttes dans son histoire, sa culture. Il n'y a pas de groupe social chez lequel l'engagement serait interdit.

#### Il y a aussi eu beaucoup de soutiens extérieurs, qui ont apporté leur culture militante d'extrême-gauche...

Le nombre de familles qui se sont installées pour soutenir était limité, une dizaine tout au plus. Mais le leadership est resté à ceux qui habitaient initialement sur place. Dès 1973, des liens se créent autour des questions Nord/Sud. Les paysans exportent du blé, ils sont contre l'extension d'un camp militaire, on dit : il faut créer des solidarités pour lutter contre la faim en Afrique, et s'opposer aux ventes d'armes. Il y a même des liens qui se créent avec des syndicats d'immigrés. Un disque chante « Allah ! Allah ! Gardarem lou Larzac ! » [« Nous garderons le Larzac », slogan d'alors, en langue occitane locale, NDLR]. A notre tour, nous sommes montés en solidarité avec les foyers Sonacotra de Gonesse... Il faut savoir que la Marche pour l'Egalité, qui s'est tenue juste après la victoire du Larzac, a été initiée par Christian Delorme, un prêtre ouvrier qui était avant membre d'un Comité Larzac, et objecteur de conscience. Les Comités Larzac ont aidé la marche sur certaines étapes, et l'ont accueillie à son arrivée à Paris.

#### Quelles leçons tirer de cette histoire ?

Que rien n'est joué d'avance ! Il n'y a pas

d'adversaire insurmontable. Les vrais combats payants s'inscrivent dans la durée. Aujourd'hui, on est trop dans le zapping. Tout combat, tout « non », construit une suite qui sera positive, après. Nous, on a par exemple ensuite décidé de gérer le foncier dans une logique collective. La lutte transforme. Poser un débat sur une question très ponctuelle, par exemple sur des démolitions d'immeubles, peut être un levier pour peser sur autre chose de plus global. Il ne faut en tous cas jamais plaquer des recettes extérieures : tout doit venir de discussions entre les initiateurs des luttes. ▶

Propos recueillis par Erwan Ruty



## Tous au Larzac : " On était condamnés à disparaître. Et puis... "

**Ce film raconte une épopée insensée : la victoire du pot de terre sur le pot de fer, de quelques éleveurs de brebis d'Aveyron contre l'armée... après 10 ans de lutte.**

Mais le mieux, c'est les acteurs de cette histoire et de ce documentaire : plus tous jeunes (l'action se passe entre 1971 et 1981, dans la foulée de mai 68), mais quel panache, quelle douceur, quelle humilité ! Des citoyens ordinaires, des sans-grade, qui se souviennent de leurs exploits quotidiens des trémolos dans la voix, trente ans plus tard. Une heure de gloire de l'histoire militante de ce pays, où 107 paysans luttent contre l'extension, aux dépens de leurs terres, d'un camp militaire. Et le mieux, même si on connaît la fin, c'est que le réalisateur parvient à créer une tension, un suspens dans son récit. Car

on fait corps avec ces petits David qui racontent comment, jour après jour, ils ont bousculé Goliath. Le récit d'une transformation de paysans de droite qui vont à la messe, plutôt anti-hippies et pro-flics, en activistes utopistes mais terriblement efficaces. La rencontre avec d'autres populations qui sont venues les soutenir et se sont installées sur place, la naissance d'une solidarité avec le tiers-monde, les manif monstres, les occupations de préfecture, les sabotages contre l'armée, les vols de documents dans une caserne, les constructions de bergeries, les lâchés de brebis sous la tour Eiffel, l'achat de terres, le



squat de maisons, les chaînes humaines, les collectes de fonds, les meetings, les marches, la médiatisation, les sit-in... quelle inventivité !

Et surtout, enfin une histoire qui se termine bien, et fait même des petits : la création du seul Office foncier collectif de France par les mêmes paysans, la

création de la Confédération paysanne en 1987, le démontage du Mac Do de Millau en 1999, 300 000 personnes contre les OGM en 2003... Mais aussi, plus inattendu : une répétition de leur marche sur Paris de 1980 avec... la Marche dite « des Beurs », deux ans plus tard, avec les mêmes méthodes. Un film à voir pour tous ceux qui se bagarrent contre plus forts qu'eux et sont parfois fatigués.

ER

Tous au Larzac (Christian Rouaud / Ad vitam)

# « Les banlieues, c'est pas le PSG »

**Sis dans les beaux quartiers de l'Ouest parisien, le groupe PlaNet Finance développe des programmes au service de l'entrepreneuriat dans les quartiers. Son directeur général, Joël Pain, évoque avec nous la place des entrepreneurs des quartiers dans un contexte économique anémié. PlaNet Finance en France, connu pour être l'un des mille et uns projets lancés par Jacques Attali, déploie deux programmes : PlaNet finance France (association d'accompagnement des entrepreneurs) et FinanCités (capital risquéur solidaire). Joël Pain mène depuis plusieurs années ces programmes dans les territoires de banlieue, économiquement en difficultés. Il nous reçoit, à l'heure où l'on parle de « redressement productif ». Quelle place y voit-il pour les entrepreneurs des quartiers ?**

Propos recueillis par Erwan Rutu

**Le Qatar, après d'autres, a créé des espoirs en annonçant un plan de 50 millions d'euros en direction des banlieues françaises. Il n'en a finalement rien été. Que penser de ces bonnes fées qui veulent aider financièrement les quartiers ?**

Les banlieues, c'est pas le PSG. Ce n'est pas parce qu'on va y mettre des millions que ça va changer. Les quartiers ne sont pas homogènes, c'est un patchwork. Une culture différente, comme au Qatar, ne connaît pas les quartiers. Nous, on a tout de suite dit : ça va décevoir. C'est comme annoncer un cadeau de Noël qui n'arrivera pas. Ça a créé un appel d'air de projets. Mais les gens comprenaient « assistance », et pas « entrepreneuriat » : tel projet se demandait comment financer la réparation des ascenseurs de sa cage d'escalier... Après une telle expérience, les gens ne peuvent que se dire : « laissons tomber ». Jamais il n'y a eu d'explication de la part du Qatar sur ce qu'ils voulaient faire... Ça a énervé les pouvoirs publics, avec un risque de renonciation à une souveraineté. Ils se sont dit : « On va devoir agir différemment » ! Mais Leroy, lui [ancien ministre de la Ville de François Fillon, NDLR], trouvait ça formidable ! Ils se félicitaient que des gens fassent le boulot à leur place ! Ça ne donne pas confiance en la capacité du gouvernement à résoudre les problèmes. Depuis que Sarkozy n'est plus là, on n'en entend plus parler. Ce qui intéresse le Qatar, c'est le PSG, LVMH... pas les banlieues. C'est de l'esbroufe ! Aider au redressement productif, c'est bien, mais c'est

cinquante milliards d'euros dont on a besoin !

**Quelle est votre connaissance des quartiers ?**

Le terrain, PlaNet finance France le connaît par le biais de nos dix implantations, à Clichy-sous-bois, à Aulnay, à Sevran, à Poissy, aux Minguettes, à Marseille ou Orléans... Chacune de nos entités compte trois salariés qui viennent de ces quartiers. Ils connaissent les lieux, les gens, et ils peuvent aller en bas des immeubles sans revenir tous nus. On fait une

*On reçoit peu de dossiers ! Il devrait y avoir la queue en bas de nos agences.*

détection, par exemple avec des gens comme Mohamed Mechmache [président de l'association AC Le feu], puis un accompagnement, gratuit, pour construire un projet. Tout cela nous coûte en moyenne 4000 euros. Comparé au coût des dispositifs sociaux, c'est un bon investissement. On a créé près de 1000 entreprises depuis 2007, dont plus de 300 en 2011. On couvre environ vingt quartiers, on voudrait en couvrir cent cinquante ! FinanCités, elle, aide les entreprises qui ont un potentiel de croissance, et des gens qui n'arrivent pas à investir pour faire face à une nouvelle demande, ou alors qui n'ont pas de réseau relationnel pour trouver

des marchés... Nos partenaires y voient un bon modèle, qu'il s'agisse du public comme Pôle emploi, l'ACSé ou la Caisse des dépôts ; ou du privé comme Publicis, la BNP ou PSA...

**Comment PSA soutient les quartiers, alors qu'il y ferme des usines ?**

En aidant à la création d'entreprise via, parfois, des salariés de chez eux, pour trouver des résonances en terme de développement local, comme à Poissy : toutes les associations locales sont venues lors d'une réunion de lancement de nos projets, comme des habitants du quartier. Ils étaient contents de voir des gens comme nous s'intéresser à eux. Il y a de l'argent pour les quartiers ! Mais les gens ne connaissent pas les dispositifs, qui sont atomisés et complexes. Nous, on complète le micro-crédit, et on se substitue au financement bancaire. Mais on reçoit peu de dossiers par rapport à ce qu'on devrait ! Il devrait y avoir la queue en bas de nos agences ! Il y a autant de gens qui ont envie et sont capables de créer des entreprises dans les quartiers qu'ailleurs !

**Souvent, dans les quartiers, ceux qui ont des idées les développent à travers des associations. Est-ce un palier utile ?**

On le déconseille. Ça engendre trop de rigidités, trop de soucis pour ceux qui ensuite veulent passer au privé. En Guadeloupe, par exemple, on en voit les excès : des dispositifs dérogatoires finissent par créer des chasseurs de prime, de subvention pour vivre six



mois de plus. Il vaut mieux être auto-entrepreneur. Il faut surtout rester pragmatique...

**Quel type d'entreprise peut-on créer quand on n'a pas beaucoup de réseau, de capital, ou de formation ?**

Tout ! Une boulangerie, des cafés : il faut juste voir ce qui se passe ailleurs, et se demander pourquoi il n'y a pas la même chose sur place. Une sandwicherie implantée à côté d'une petite entreprise, d'une école, c'est un marché assuré. Il faut juste rester simple. Les ongleries, les extensions de cheveux, les gens auront toujours 20 euros pour ça. On peut même commencer à domicile. A Clichy-sous-bois, quand on a un boulot, on a du mal à y aller, en raison des problèmes de transport, de l'éloignement : il faut donc créer de l'activité sur place. Mais pour cela, dans un environnement entrepreneurial difficile, sans aide, les gens auront du mal à s'en sortir.

**Que pensez-vous des aides diverses qui sont allouées au secteur économique dans les quartiers comme les Zones**

**franches, ou à la proposition des « Emplois francs », proposée par La Nouvelle PME et reprise par François Hollande ?**

C'est un nouvel avatar du tâtonnement étatique dans les quartiers. Je suis hostile aux ZFU, sans doute plus de la moitié des entreprises y sont par effet d'aubaine. Quant aux allègements de charges, ils profiteraient aussi à des gens que l'on aurait de toute manière déjà embauchés. Et ça marcherait pour les très grandes entreprises, sans changer grand chose pour les petites. Il vaut mieux identifier des acteurs locaux qui peuvent transformer les aides en emplois. Il faut sortir de l'assistanat. Les Plan Marshall, les Grenelle des quartiers, on l'a entendu dix fois, c'est pour se faire plaisir. Il faut cibler les aides et faire du chirurgical. Et arrêter de distribuer de l'aspirine partout par peur de faire du mal avec d'autres remèdes. L'essentiel, c'est l'éducation, la formation ; et oui, c'est au secteur public d'assurer ça. En envoyant les meilleurs, les plus solides dans ces quartiers. ◀

Propos recueillis par Erwan Rutu

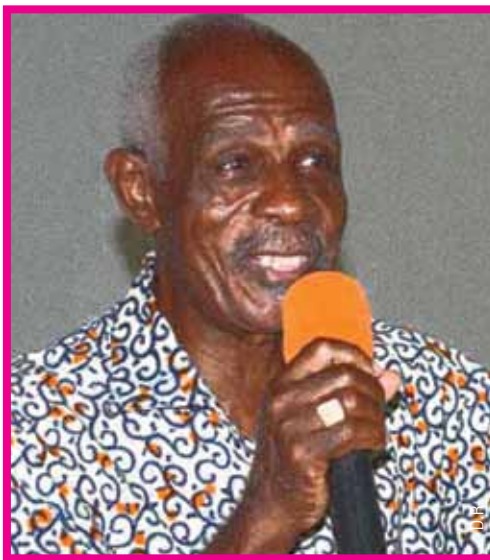


# “ Les jardins créoles, une alternative à la vie chère pour les martiniquais »

**Garcin Malsa est le maire, écologiste et indépendantiste, de Sainte-Anne, en Martinique, depuis 1989 ; ainsi que conseiller général. Il est l'une des premières personnalités politiques martiniquaises à mettre en place une politique inspirée du développement durable dans sa commune. C'est dans ce cadre qu'il appelle à revenir aux jardins créoles, source de subsistance traditionnelle dans les Antilles et en Guyane qui ont longtemps structuré l'économie locale avant de tomber en désuétude avec l'arrivée de la grande distribution. L'explosion du coût de la vie amène de plus en plus de gens à y revenir.**

**Pourriez-vous nous rappeler en quoi consiste le jardin créole et dans quelle mesure il a, jusqu'à une période récente, assuré la subsistance des populations locales ?**

Le concept de jardin créole est profondément lié à l'histoire de la Martinique. Il est le fruit d'une vision écologique, résultat de toutes les influences culturelles qui ont traversé la Martinique : africaine, amérindienne, et plus tard asiatique, avec les populations arrivées d'Inde. Les jardins créoles ont toujours été une source de subsistance pour les peuples. Il est impératif de préserver les jardins créoles, tant pour leur richesse culturelle que d'un point de vue économique et social. Et écologique bien entendu. On est bien avant Rio + 20 dans ce qu'on appelle le développement social et solidaire. Nous avons, au niveau de la mairie de Sainte-Anne, à notre arrivée en 1989, en tant qu'écologistes, cherché à revaloriser le concept de jardin créole au niveau de la commune, et au-delà, en Martinique.



**Justement, comment expliquer que les jardins créoles soient tombés en désuétude ? Est-ce l'arrivée de la grande distribution et les nouvelles habitudes de consommation qu'elle a entraînées ?**

C'est tout à fait cela. Avec l'arrivée des grandes surfaces, dans les années 60 et jusqu'aux années 90, pris par le feu du productivisme, du néolibéralisme, les populations martiniquaises ont cru à un progrès. Petit à petit, ils ont délaissé les jardins créoles. Puis un retournement s'est opéré au cours des années 90 avec la montée des écologistes et des environnementalistes. Il fallait arrêter cette progression mortifère de produits venus de l'étranger avec des éléments dangereux pour la santé, qui entraînent sur les populations l'apparition de maladies cardio-vasculaire, l'obésité, le diabète, etc... L'association de sauvegarde du patrimoine martiniquais dont je suis le fondateur a initié un retournement de la situation en revenant au jardin créole.

**A la suite des émeutes de 2009 en Guadeloupe, provoquées par la montée de la vie chère, il a été question de revenir aux jardins créoles, perçus comme un moyen de lutter contre l'explosion du coût de la vie et les prix exorbitants imposés par la grande distribution, en situation de monopole. Dans quelle mesure, politiques et syndicalistes ont-ils suivi dans ce sens ?**

Il y a eu une prise de conscience bien avant le mouvement social de février-mars 2009, dès les années 90. Lors du mouvement, dans toutes les bouches, on n'entendait parler que des jardins créoles. Que c'était une folie de les avoir abandonnés et qu'il fallait d'urgence y retourner. Mais entre ce qui est dit pendant un mouvement social très fort et la suite, il y a un fossé. Les consciences n'étaient pas suffisamment mûres, le pouvoir politique pas suffisamment percutant, il était même plutôt timoré. On a vu, alors que la demande de

jardins créoles était réelle, une pause dans le mouvement qui a permis à la grande distribution de repartir. Nous avons manqué une belle occasion par manque de vision globale de la part de nos dirigeants politiques et syndicaux, et même des responsables associatifs. Ils n'ont pas pu faire implanter fortement et durablement les jardins créoles comme alternative pour le peuple martiniquais. Et de toute façon, de plus en plus les gens se rendent compte, avec la question de la vie chère, qu'il faut absolument s'organiser pour que les jardins créoles, qui existent dans les consciences, prolifèrent. Ils constituent une réelle alternative. Et cela est possible. Moi, je m'y attache dans ma commune. Un Centre de l'écologie et du développement durable a été créé, il porte une série de projets de développement durable et solidaire, dont la mise en place d'une pépinière qui va promouvoir tout ce qui est culture du manioc, et culture vivrière (igname, gombo, bananes créoles, etc.). Cela va permettre aux gens de se réapproprier tous les produits issus du pays. A Sainte-Anne nous exhortons toujours la population à produire et manger local. « Il faut manger ce que nous cultivons et cultiver ce que nous mangeons ». Les gens y sont de plus en plus sensibles. Chacun essaie de trouver un petit bout de terre près de chez lui. J'entends dire qu'on ne peut pas, à partir de la culture biologique et raisonnée, nourrir le pays. C'est faux. Ce qu'il faut changer ce sont les comportements, la manière de produire, sans pesticides, et la manière de consommer. Il faut déconstruire les habitudes alimentaires telles qu'elles se sont imposées dans les sociétés occidentales. Le jardin créole permet de poser la question du mieux-être au lieu du mieux avoir. ◀

**Propos recueillis par Dounia Ben Mohamed**

## 93 : “ Nos besoins, c'est avant tout l'accès à la contraception, à l'avortement. »

**Alors que la situation de bien des femmes est de plus en plus précaire dans les quartiers [voir article page 11], petit détour par le Planning familial de Saint-Denis, avec Mélanie Mermoz, qui en est l'une des animatrices.**

**Vos besoins sont-ils différents comparés à d'autres structures départementales ? Comment vous êtes-vous adapté aux préoccupations du public que vous recevez ?**

Les différences entre le 92, le 93 et le 95, trois départements limitrophes, sont que le 92, par exemple, est plus favorisé, socialement. Mais en terme d'accès à la contraception il l'est beaucoup moins. Nos besoins, c'est avant tout l'accès à la contraception, à l'avortement. Depuis un certain nombre d'années, on s'est rendu compte qu'en abordant ces questions-là, on en vient à parler de sexualité, de relations et notamment de violences conjugales. Il y a différentes formes de violences : physiques dans certains milieux ; et psychologiques et économiques dans d'autres, qui se voient moins. Entre les HLM et les beaux quartiers, la seule différence c'est l'épaisseur des murs comme a pu le dire un médecin. Dans un certain nombre de famille la sexualité fait l'objet d'un tabou qui ne permet pas à de jeunes filles de demander à leur mère de les conduire chez les gynécologues le jour où elles veulent avoir accès à la contraception. La transgression de la sexualité rend les choses difficiles et la protection encore plus. D'où l'importance de lieu un peu partout pour accueillir les mineurs, avec des consultations gratuites et discrètes. Car les consultations en PMI ne sont pas sectorisées. Une jeune fille peut prendre un RDV dans le centre PMI près de chez elle ou dans une autre ville, pour éviter de tomber sur une voisine par exemple.

**Dounia Ben Mohamed**

@ Lire la suite sur : [www.presseetcite.info/c008](http://www.presseetcite.info/c008)

# SÉLECTION MÉDIAS DE QUARTIERS

Partenaire Presse & Cité

## " Les Ekodéos, les écoles s'expriment "

Par :



Chaque semaine, radio HDR (Hauts-de-Rouen) propose un rendez-vous dédié à l'école : « C'est H.D.R qui va à l'école avec une double démarche pédagogique et journalistique. » Un des objectifs de l'émission est de valoriser le travail des intervenants extérieurs des établissements (primaires et secondaires). C'est le module « Invité surprise ». Ici, HDR se penche sur le collège André Maurois de la Saussaye, qui a organisé le 18 mars dernier un forum des métiers destiné aux élèves de 4ème et 3ème.

Dans ce reportage, on est accueilli par la voix de Véronique Piou, enseignante d'EPS et responsable de section DP3 (Découverte professionnelle en 3 heures) au Collège André Maurois à Elbeuf. Parmi les secteurs professionnels que les élèves aimeraient découvrir, il y a les métiers de bouche, la grande distribution, la santé, le social, la défense nationale. La formation de vétérinaire et celle d'éducateur sportif restent de grands classiques. Le but est de venir découvrir des professions pour ceux qui ne savent pas forcément ce qu'ils ont envie de faire. Mais dans les témoignages des élèves au micro de HDR, on se rend compte que, pour la plupart, les adolescents savent déjà vers quoi ils se dirigent, que ce soit un CAP Coiffure... ou de la physique quantique, tout simplement parce que cela l'a « toujours passionné ». Et il y a ceux que le journalisme intéresse aussi évidemment. Entre curieux et rêveurs. Le stand journalisme de la radio a d'ailleurs attiré beaucoup d'élèves ce jour-là.

Ch. J.

Par Chérif Kane / radio HDR



Ecouter la suite sur :  
[www.presseetcite.info/c009](http://www.presseetcite.info/c009)

Partenaire Presse & Cité

## " Des vies sans des tours "

Par :



La Place Descartes, du quartier des Grandes Bornes, à Goussainville n'est plus. Les trois tours ont été détruites. Les habitants ont du quitter le quartier. Ils se racontent face à la caméra de RegARDS 2 Banlieue, qui, comme à son habitude, a su intégrer les habitants à ce travail de mémoire. Extraits choisis d'une parole brute et directe.

« La place Descartes va disparaître, mais pas mon souvenir »

« La destruction des tours n'a résolu aucun problème. Il faut vite qu'ils remplissent ce vide, sinon ça va se dégrader. J'aimerais pour l'avenir du quartier qu'ils construisent un espace loisirs, des jeux pour les petits et les plus grands. On nous avait promis depuis très longtemps un parc. Je ne sais pas du tout ce qui va être fait. » **Christine Santa Maria**

« Ce qui a changé, c'est le fait qu'il n'y ait plus personne. Tout le monde a déménagé. C'est fini, maintenant il n'y a plus rien. »

**Bakoro**

« Ça fait 21 ans que j'habite là. Je suis content que les trois tours partent. La solution, c'était ça. Il n'y avait pas d'autres solutions. »

**Mr Landu, Gardien d'immeuble des Grandes Bornes**

« J'ai vécu la destruction de ma tour de très près. J'ai vécu chaque étape parce que je travaillais sur le chantier en tant que manoeuvre, dans le bâtiment où j'ai vécu. C'est un mal pour un bien. » **Moussa Cissé**

« C'était convivial. Comme on dit : « *le sel du 10e étage, il allait au rez-de-chaussée. La cuillère du 3, elle montait au 12.* » C'était ça ! Portugais, babetou, renois, rebeus... franchement, c'était un bon délire ! Mais je pense que c'est une bonne chose qu'ils aient tout refait. Il n'y avait plus de lumière quand tu rentrais. C'était crade, ça a été délaissé. Avec les années, les gens n'ont plus fait d'effort pour entretenir leur immeuble. Et au final, il n'y aura plus de Place Descartes. C'est vrai ça, ça sera un autre quartier. On ne sait pas comment il va s'appeler... » **Mourad El Hallaoui et Damien Derménonville**

« Place Descartes, c'est que trois tours, mais trois grandes tours avec 12 étages. Descartes, c'est un quartier où tout le monde se connaît... enfin, où tout le monde se connaissait. On sait qui est qui. On a appris en qui on pouvait avoir confiance au fur et à mesure des années. La destruction a été un moment difficile. On a été les derniers à être relogés. Donc on a vu le quartier se vider. C'est devenu une ville fantôme. Ça fait 28 ans que je vivais ici. Le déménagement a été aussi un peu compliqué. Il a eu lieu le jour même. Il a fallu s'installer dans la journée. C'est une nouvelle aventure qui commence, de nouveaux souvenirs à construire. Mais quand même, ça me manque d'aller toquer à la porte de nos voisins ! » **Nelly Loubassou**



Ch. J.

Par Cinekasero / radio RegARDS 2 banlieue



Regarder la suite sur :  
[www.presseetcite.info/c0010](http://www.presseetcite.info/c0010)



## Moïse Gomis / Hauts-de-Rouen



40 ans, co-fondateur et directeur de radio Hauts de Rouen (HDR) depuis 1995, ancien journaliste à Radio France (France Culture, France Inter, Radio-France Bleue Haute-Normandie). A travaillé pour radio Okapi (radio de l'ONU en République Démocratique du Congo). Rédacteur d'une étude en tant que consultant en communication pour le Groupe de Recherche sur le Développement Rural, intervenant en Afrique). Formateur en technique radio pour plusieurs radios de l'Afrique de l'Ouest.

## Dounia Ben Mohamed / Paris



Titulaire d'un DEA d'histoire (Paris VII) et d'un diplôme de journalisme (CFPJ), Dounia, 30 ans, née à Paris, a évolué dans les quartiers populaires du XIème arrondissement parisien. Après des débuts dans la presse quotidienne régionale, elle s'est spécialisée dans l'actualité du continent africain et des sujets qui ont trait aux diasporas africaines en France. Elle navigue ainsi entre le 9-3, Tunis et Libreville, avec pour seul visa sa carte de presse, multipliant les reportages sur des réalités humaines, sociales et économiques méconnues.

## Farid Mebarki / Melun



Originaire de Petit-Quevilly dans la banlieue rouennaise, participe à la création de Respect magazine, co-fondateur de Ressources Urbaines, président de Presse & Cité... un multirécidiviste. Spécialiste de la rubrique financement et trésorerie, s'interroge sur l'économie de la presse et s'échine à faire émerger dans un contexte de crise, un modèle de média en prise avec l'économie sociale et solidaire et l'actualité des banlieues. Tout reste à faire.

## Charles Elodin / Paris



Graphiste polyvalent ayant travaillé pour de nombreuses revues. De Pote à Pote en passant par Respect Mag, Tracklist, Get Busy et The Source France, il poursuit son chemin en bon passionné d'arts graphiques, d'images numériques et de street art. Homme multicasquette et touche à tout, il travaille pour des maisons d'éditions, chaînes TV, associations et autres labels pour lesquels il réalise des sites web, vidéos ou des créations destinées à l'impression.

## Mélanie Labesse / Toulouse



31 ans. Formée en ingénierie culturelle en 2004 à Lille, elle travaille à Paris dans différents projets, convaincue des liens entre art, culture, politique et société. Ses rencontres (dont Périplans) et postes à l'étranger l'interrogent d'abord sur le racisme, le colonialisme et le droit des étrangers. Puis comme coordinatrice du COUAC, au contact des membres, elle appréhende mieux l'histoire récente et la dimension sociale des quartiers populaires.

## Méva Raharissaina / Trappes



Arrivée en France à l'âge de cinq ans, un jour de grande froidure du côté de Chartres. Elle posera plus tard ses valises dans le 78 et y effectuera des études littéraires à Trappes. Elle poursuit à la Fac de Nanterre des études de Sociologie de la Culture qu'elle clôturera par un diplôme en management de projet. Après des missions pour Malakoff Médéric et Eurodoc Systems, elle travaille pour des grandes agences de marketing (CPI Global, Groupe New York, Intervalles), elle trouvera son petit bonheur au sein de Presse & Cité en tant que chargée de développement

## Nadia Henni-Moulai / Courbevoie



Née en 1979 en Seine-Saint-Denis, elle grandit dans une cité populaire du Val d'Oise. Après une maîtrise de Lettres modernes à La Sorbonne, elle se tourne vers la communication politique. Elle décroche un DESS et rejoint la direction de la communication de l'Acsc. Après 4 années, elle fait une pause bébé. L'occasion pour elle de se relancer dans l'écriture, le journalisme, elle rejoint la rédaction du Bondy Blog et pige pour divers médias comme Salam news et Yahoo, Politicia. En avril 2011, elle crée Le Melting Book, un site qui propose les portraits de ceux qui font bouger les lignes.

## Erwan Rutu / Paris



Directeur de Ressources Urbaines, l'agence de presse des quartiers ; fondateur et rédacteur en chef de Presse & Cité. Ancien directeur du service communication de la mairie de L'Île-Saint-Denis ; ancien cofondateur et secrétaire général de Respect magazine ; ancien rédacteur de Pote à Pote, le journal des quartiers ; ancien administrateur de l'association Survie ; ancien responsable du groupe Banlieues des Verts.

## Claire Malen / Saint-Etienne



Graphiste et photographe à «Pote à Pote». Elle devient responsable (rédaction et photo) de la rubrique Campus pour «La Tribune - Le Progrès» à Saint-Etienne. Elle rejoint Ressources Urbaines, et poursuit un travail de photographe plasticienne autour de l'identité féminine. Elle travaille actuellement sur un projet photographique et éditorial sur les femmes dans la révolution tunisienne et réalise le blog de voyage dans la Tunisie post-révolution <http://deuxsemainesentunisie.blogspot.com/>.

## Chloé Juhel / Paris



Journaliste et productrice. Elle a été rédactrice en chef de la radio Générations 88.2, animatrice de l'émission de débat politique "Générations citoyens" pendant six ans et co-animatrice de La Matinale, toujours sur Générations. En 2010 et 2011, elle a été co-rédactrice en chef de l'émission "Teum Teum" sur France 5 et productrice de l'émission "Sur le banc" pour France Culture. Elle a co-animé "La Matinale" du Mouv' pour la saison 2010-2011.

## Charly Célinain / Clichy (92)



Après des études en Information et Communication, j'ai faite mienne l'obsession de Tony Montana " The world is yours " ! Le monde appartenant aux gens qui se lèvent tôt, j'ai commencé en 2005 en écrivant des chroniques (cinéma, livres, cultures urbaines...) pour l'émission matinale de la radio Générations 88.2 FM puis, de fils en aiguille, je me suis retrouvé derrière le micro. Dans le même temps, je réalisais des interviews filmés pour le site de la radio, j'écrivais des chroniques musique pour le site Orange.fr. J'ai été présentateur de live reports du festival Paris Hip Hop et rédacteur pour le site Canal Street.

## Willy Vainqueur / Aubervilliers



Né en 1957, il vit et travaille en région parisienne. Suite à une formation Universitaire sur les outils et les techniques de la communication audiovisuelle, il se lance dans la photographie documentaire, et base une grande partie de son travail sur l'actualité locale essentiellement dans le département de la Seine-Saint-Denis. Il inscrit son projet dans l'école humaniste du "réalisme poétique". Les banlieues, souvent définies comme des mondes à part, sont pour lui le point de convergence du Tout monde. Ses photos font l'objet de publication dans la presse locale et nationale, et servent de support à des campagnes de communication dans le secteur institutionnel.

## Max Lebon / Livry-Gargan



Presse écrite, télé et radio, Max est un touche à tout des médias. Après un apprentissage dans les médias nationaux comme France Inter, France 5 ou France Ô, il se consacre désormais à des projets plus personnels pour choisir ses sujets et ne pas être esclave du sensationnel. Il anime actuellement l'émission « Bienvenue chez oam » sur FPP 106.3, dans laquelle il reçoit chaque semaine « des gens qui font des trucs » ! Slogan assez flou mais à la fois explicite pour dire que les vrais acteurs de la culture et de la société ne sont pas forcément ceux qui sont mis en avant dans les médias.

## Fred Ortuño / Toulouse



34 ans. Après des études d'ethnologie, il bifurque vers le secteur associatif pour mener des projets collectifs et d'éducation populaire liés à la petite enfance, à la musique et au cinéma. Parallèlement, il s'intéresse de près aux débuts de l'Internet et apprend en autodidacte les rudiments du html. Médiateur culturel pour une compagnie de théâtre, il crée ensuite le poste de chargé de communication et d'information au Couac en 2006, puis en devient l'un des coordinateurs deux ans plus tard.

## Devenez membre de la communauté de Presse & Cité

### 7 BONNES RAISONS D'ADHÉRER À NOTRE COMMUNAUTÉ :

- Voter chaque mois entre 3 sujets de dossiers proposés par Presse & Cité
  - Recevoir la publication périodique de Presse & Cité en exclusivité
- Avoir accès à l'Université des Banlieues et de la communication (UBC)
  - Recevoir la newsletter mensuelle de Presse & Cité
  - Poster des commentaires sur les articles
- Proposer des articles à la rédaction (qui se garde le droit de les traiter)
- Etre informé en exclusivité des événements organisés par P&C et de son réseau

### PRESSE ET CITÉ

adresse commerciale : 25 rue du Château-Landon 75 010 Paris

NOM	PRÉNOM
STRUCTURE	MAIL

### Cocher votre adhésion à l'année :

- Adhésion simple : 15 euros
- Adhésion pro (associations, entreprises, collectivités) : 25 euros
- Adhésion militant - passion 😊 : 100 euros
- Adhésion héritable 😊 : 1500 euros
- Adhésion bettencourt 😊 : 5000 euros

# Little big Ousmane

**Ousmane Timéra n'est pas très grand, pas beaucoup plus en tout cas que le héros joué par Dustin Hoffman dans le film d'Arthur Penn, ce Little Big Man blanc élevé par les Indiens mais pas tout à fait Peau rouge, et qui regarde les deux sociétés d'un oeil distancié. Notre petit grand homme se balade toujours avec un livre sous le bras. Il affirme en lire un par semaine.**

**Là, c'est un Edgar Morin. Ousmane est un lettré qui est passé par les chemins sinueux de l'orientation hasardeuse des lycées français (CAP Peinture), et qui aurait pu être happé par les pesanteurs de son long séjour à Bakel (Sénégal), où il a passé deux ans au moment de son adolescence. Mais non. Il n'est pas grand, mais chacune de ces expériences l'a grandi.**

« A Bakel, mon père [qui est de la caste des marabouts, ce qui explique sans doute en partie l'appétence d'Ousmane pour la réflexion, NDLR], m'envoyait tout le temps des livres. C'est là que je me suis dit que je voulais faire des études. J'y ai appris le goût de la lecture, à écrire le français, et l'arabe aussi. L'entourage de ma famille l'a beaucoup critiqué en lui disant qu'il allait gâcher mon avenir en m'envoyant au Sénégal. Mais c'est là-bas que je suis devenu ce que je suis, que je me suis ouvert l'esprit... »

## Donner des grands coups de pied dans les canons

Grâce aussi à la religion, l'Islam, qu'il pratique avec foi mais tempérance, son petit côté à la fois français et sénégalais, sans doute ; lui qui se revendique « enfant de deux sociétés ». Une religion qui est en train de le pousser à tenter une thèse sur « La réforme des sociétés musulmans, avec comme angle : comment on réforme ces sociétés, qu'elles soient dans des pays à majorité musulmane ou non » ; thèse qu'il souhaiterait effectuer entre Strasbourg et... la Malaisie. « Il faut donner des grands coups de pied dans les canons de toutes les sociétés, ça ne fonctionne plus. Même ici : l'austérité, c'est une obstination religieuse ! » Une thèse dans laquelle il se plongerait bien, à moins qu'il ne soit accepté... à l'ENA ! Rien de moins ! Incontestablement, deux sociétés cohabitent en lui, voire deux mondes ! L'ENA ? Tout cela pourrait paraître fantaisiste, mais ne l'est pas tant : il sort tout juste de Sciences Po, où il est entré par le concours général classique.

Passer du CAP de Peinture à Sciences Po, un parcours pas commun. Si bien qu'aujourd'hui, il peut se rêver en universitaire... Car de Sciences Po, mais sans doute aussi de la lecture assidue du Coran, il tient un amour des mots et de la langue qui impressionne.

## « C'est Bokassa ! »

En effet, le jeune homme d'à peine 33 ans manie le verbe et la plume avec un talent rares, auquel on est peu habitué dans les assemblées hétéroclites des arpenteurs politiques de quartiers populaires ; et si ses petits camarades du PS ne le mangent pas, il y aura du Leader Maximo en lui d'ici quelques années : envolées lyriques et emphase villepinesque, références pointues, aisance naturelle, grande classe dans l'apprêt vestimentaire et même... démarche de sénateur. Une de ses connaissances glisse même, mi-conquête, mis amusée, à propos de cette noblesse de style : « C'est Bokassa ! » Le trait est un peu fort. Ousmane n'est pas ambitieux politiquement, et il cherche avant tout à ne pas s'enfermer, ce qui l'a poussé vers des engagements pluriels : le collectif Emergence, issu des quartiers populaires, où les guerres d'ego (« On n'a rien encore, pourquoi on se dispute ? ! ») et un côté un peu trop revendicatif « ter-ter » l'ont échaudé : « Ils veulent seulement être concrets ! Sans stratégie. Faire du buzz Internet, ça ne suffit pas ! » Il s'est rapproché de Cités en mouvement, association francilienne liée au PS et travaillant sur les quartiers, active dans le Nord-ouest, en deçà et au delà

du périph (il habite Clichy-la-Garenne avec sa femme, prof à Sciences Po, et leur toute jeune fille). Les guerres d'ego sont hélas assez fréquentes en politique, et quand on lui fait remarquer que le PS n'est pas le dernier parti à être agité par elles, il répond du tac-au-tac : « Oui, mais eux, ils ont les moyens de se disputer ! » Imparable.

## Reconnaître l'expertise du vécu

Pour ce qui est du « ter-ter », Ousmane n'a pas lâché l'affaire : il hante les réunions de sa commune, tentant de faire le lien entre les assos et animateurs de quartier, et les élus « qui ne parlent pas la même langue : il y a une reconnaissance de l'expertise du vécu, de l'intelligence des situations, qui manquent chez les dirigeants politiques. Quand on a professionnalisé les éducateurs, on a perdu cette profusion d'idées. Les cadres sont trop étroits. Il faut aussi une légitimité de terrain en politique. Même si c'est vrai que quand on n'a pas de formation académique, on ne fait parfois que reproduire les mêmes erreurs... Mais il ne faut pas chercher à faire rentrer tous les jeunes animateurs dans les cadres administratifs. Seulement les accompagner à mieux monter les réunions, encadrer les groupes, ne pas vouloir leur faire écrire des projets toute la journée. » Mettant la main à la pâte, il a ainsi participé à l'organisation d'un « Grenelle des quartiers » à Saint-Ouen, un temps envisagé par le PS pendant la campagne, puis abandonné,

« C'est à Bakel que je suis devenu ce que je suis, que je me suis ouvert l'esprit... »

et qui, monté en deux semaines, a réuni en avril dernier plus de 200 jeunes associatifs et habitants des quartiers... sans le moindre Jamel Debbouze. Une performance, quand on sait à quel point il est difficile de mobiliser la jeunesse dans ces territoires. Idem deux mois plus tard : il a été l'initiateur d'un « Appel des 577 » visant à attirer l'attention, à la veille des législatives, sur le risque de non-représentativité de l'Assemblée par rapport au peuple français...

## Rentrer dans la danse ou changer la musique

Ousmane Timéra devra pourtant faire lui-même attention : avec sa spécialité en « Stratégies territoriales et urbaines », il pourrait y avoir un risque de bureaucratisation ! Son DEFA, ses expériences chez Eurodisney ou chez Beaufils, l'entreprise de BTP qui l'a embauché et fait travailler boulevard Saint-Germain, à deux pas de Sciences-Po, quelques années avant qu'il n'y entre, tout cela pourrait bien être rapidement oublié ! Surtout au rythme où va la vie politique à l'époque de Twitter ! Heureusement, il n'est pas moderne par plaisir, mais par nécessité. Parce que les autres le sont. « Les réseaux sociaux, c'est un effet Obama ! Mais on surestime nos forces à cause de Facebook. Je suis pour les bonnes vieilles méthodes. Le reste, c'est des outils, et ça doit le rester. Il faut d'abord de l'éducation populaire. Le buzz, c'est pour les artistes. Tu peux ramener du monde grâce à Kery James, mais ton idée, c'est pas Kery James... On veut trop rentrer dans la danse, sans changer la musique. Mais il faut changer la musique ! Changer le DJ ! »

Mais la politique n'est pas tout. Il donne des conférences, dans la communauté africaine de France ou d'ailleurs. Il revient tout juste de l'une d'entre elles, à Saragosse : « La plupart des gens qui sont là sont des darons qui viennent les larmes aux yeux, parce qu'ils ne savent pas quoi faire des jeunes. C'est l'éveil d'une communauté qui a vécu beaucoup d'échecs. Il y a une conscience émotive sur l'avenir de ses enfants, c'est ça qui fait la mobilisation de cette communauté. Ils disent : « On a fait le choix de s'intégrer, de ne pas mettre notre culture en avant, mais les enfants ne parlent pas notre langue et quand ils ont des problèmes, quand ils ne réussissent pas à l'école, on ne sait pas comment les aider ». Des doutes et une blessure qui s'effacent heureusement quand il évoque sa fille, qui est sûrement ce qui anime le plus son visage et lui donne le plus de force, assure-t-il. Il en aura besoin, pour l'ENA ou pour la Malaisie...

Erwan Ruty